

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI

L'ACADEMIE DU ROYAUME DU MAROC
&
LA SAISON BLEUE

PRÉSENTENT



BLUE AFRICA
SUMMIT

9 & 10 OCTOBRE 2025

Tanger, Maroc







Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'assiste.



BLUE AFRICA
SUMMIT

CAP SUR L'AFRIQUE | 10 MARITIME À TANGER | OCT 2024



Le Blue Africa Summit en chiffres :

Le visage Maritime de l'Afrique



335 millions
d'années de civilisation
maritime

12,3 millions
de personnes dépendent
de la pêche

7,5 millions
de tonnes de poissons
produit chaque année

40%
de la population
africaine vit près
des côtes

1,55 milliard
d'habitants

90%
du commerce
extérieur en Afrique
se fait par la Mer

5,4%
du PIB mondial
provient de l'Afrique

17%
des eaux africaines
abritent 10 % de
la biodiversité
mondiale

30 500 km
est la longueur totale
du littoral africain

PACTE POUR UNE AFRIQUE BLEUE DURABLE

Présentation

Alors que les plus récentes études économiques internationales anticipent un très fort développement de l'économie bleue à l'échelle internationale, le continent africain ne dispose toujours pas d'une boussole stratégique océanique.

Rares sont les états africains bénéficiant d'une réelle connaissance scientifique de leurs propres zones économiques exclusives et d'une capacité à les protéger comme à les exploiter durablement au profit de leurs populations. Ces états sont également souvent démunis face aux effets du changement climatique qui affectent de plus en plus leurs littoraux comme les pollutions de toute nature et le déclin de la biodiversité marine. Ils sont souvent, par ailleurs, en proie à des atteintes à leur sécurité et à leur souveraineté maritime, dépossédés de leurs ressources halieutiques, génétiques et minières comme impuissants à fournir à leurs communautés côtières les moyens de leur développement. Quant aux routes bleues, celle du commerce maritime, des câbles et de la connectivité énergétique, elles ne profitent guère aux pays africains faute d'infrastructures portuaires, de plateformes logistiques, de flottes civiles ou de défense comme d'investissements locaux.

Tandis que les choix de gouvernance s'accélèrent dans le cadre des Nations Unies à travers les trois composantes de l'Océan (ZEE, Haute mer, Grands fonds marins), le continent ne saurait continuer à être le grand absent ou perdant de la révolution économique bleue.

La Mission "Pacte pour une Afrique bleue durable" est née, entre autres enceintes, du **Forum mondial de la Mer** (Bizerte), du Blue Africa Summit (Tanger), de la Consultation régionale de Tanger en vue de l'UNOC 3, d'études de l'Union Africaine, de l'OCDE, de la Banque mondiale, de la Commission de l'Océan Indien comme d'initiatives telles que la Mission Starfish de la Commission européenne ou la Fondation Afrique Europe.

Le Sommet spécial de la 3ème Conférence Océan des Nations Unies « L'Afrique pour l'Océan », porté par les gouvernements du Royaume du Maroc et de la République française et présidé par SAR Lalla Hasna et le Président Emmanuel Macron a le 9 juin montré, en présence du Secrétaire Général des Nations Unies, d'une quinzaine de chefs d'états et de gouvernements et de représentants de 35 pays du continent, l'importance stratégique du sujet.

Collèges

- **Économie et finance** : entrepreneurs, économistes, experts financiers, chercheurs
- **Gouvernance et territoires** : états, administrations, organisations internationales
- **Sciences, recherche et éducation** : chercheurs et scientifiques dans toutes les disciplines liées à l'Océan, responsables éducatifs
- **Société civile, villes et régions côtières** : ONG, responsables villes et régions côtières, société civile organisations pour la jeunesse, la parité et l'équité.

Livrables

- Partage des premières recommandations stratégiques à l'automne 2026, lors de la 4ème édition du Blue Africa Summit ;
- Développement dès 2027, sur demande et lors de séances de la Mission sur le terrain, des focus et scénarios à l'échelle globale, régionale et nationale et d'accompagner les états comme les investisseurs dans le développement des projets

Pascal Lamy

Président du Forum Mondial de la Mer

Rym Benzina

Présidente de La Saison Bleue

Abdeljalil Lahjomri

Secrétaire Perpétuel de l'Académie du Royaume Maroc

Programme

Jeudi 9 octobre 2025
Hôtel Idou Malabata

13H45 15H00	Ouverture du Blue Africa Summit par les autorités marocaines et organisateurs et de représentants de la gouvernance nationale et internationale. <ul style="list-style-type: none">• Mot de bienvenue• Allocution• Afrique-Europe
15H00 15H30	D'Abu Dhabi à Tanger : unir les régions autour d'un même océan <ul style="list-style-type: none">• Temps forts du MENA Ocean Summit et lancement du Blue Africa Summit• Aperçu du lancement du Congrès mondial de la nature de l'IUCN• Mise en œuvre concrète de la Mission Neptune
15H30 17H30	Ambitions et propositions : un Pacte pour une Afrique Bleue <ul style="list-style-type: none">• Construire une vision commune pour une Afrique bleue durable• Renforcer la coopération internationale• Relever les grands défis des villes et des régions côtières : La Coalition Ocean Rise & Coastal Resilience• Préserver les écosystèmes systèmes marins pour des ressources alimentaires suffisantes• Présentation du baromètre Starfish• Message de la jeunesse aux décideurs publics
17H30 18H10	Trophée de l'innovation de l'IRD - Session de Pitchs
18H10 18H20	Mot des organisateurs et annonce des collèges pour la journée du 10 octobre
20H00	Dîner Gala - Trophées l'innovation de l'IRD - Annonce des lauréats de l'innovation de l'IRD

Programme

Vendredi 10 octobre 2025
Hôtel Idou Malabata

8H30 9H00	Accueil & pause café
9H00 9H15	Présentation des collèges en plénière
9H15 10H45	Session de travail en parallèle <ul style="list-style-type: none">• Collèges d'experts science, recherche & éducation• Collèges économie & finance bleue
11H20 11H20	Pause café
11H20 12H50	Session de travail en parallèle <ul style="list-style-type: none">• Collèges d'experts gouvernance & territoires• Collège société civile
12H50 14H00	cocktail déjeunatoire
14H00 14H15	Restitutions des travaux du collège science, recherche & éducation

Programme

Vendredi 10 octobre 2025

Hôtel Idou Malabata

14H15

14H30

Restitutions des travaux du collège économie et finance bleue

14H30

14H45

Restitutions des travaux du collège gouvernance & territoires

14H45

15H00

Restitutions des travaux du collège société civile

15H00

16H00

Façade atlantique africaine : quelle coopération publique–privée pour une pêche durable ?

- En conversation: Diplomatie halieutique : regards croisés Maroc-Mauritanie sur l'avenir durable de l'Atlantique africain
- Façade atlantique africaine : quelle alliance de nouvelle génération publique privée pour une exploitation responsable des ressources ?

16H00

16H20

Pause

16H20

17H00

Women Actions for the Ocean

17H00

17H20

Conclusions du Blue Africa Summit et les recommandations



TROPHÉES DE L'INNOVATION DE L'IRD

Session de Pitchs



Les Trophées de l'innovation est un concours porté par l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Il vise à récompenser des doctorants et jeunes chercheurs porteurs de projets innovants et durables répondant aux Objectifs de développement durable (ODD) dans les pays partenaires de l'IRD. L'édition 2025 est consacrée au thème « Littoral et Océans ». Lors de cette séquence, le public assistera à la session de pitch des six nominés, qui présenteront leurs projets devant le jury et le public. Cette étape permettra de désigner les deux lauréats de l'édition 2025.

Institut français de recherche scientifique internationale, l'IRD contribue à renforcer la résilience des sociétés face aux bouleversements globaux. Il est présent dans plus de 50 pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et du Pacifique, ainsi qu'en France hexagonale et dans les Outre-mer.

Ses activités de recherche répondent de manière concrète à des besoins prioritaires : atténuation et adaptation aux changements climatiques, lutte contre la pauvreté et les inégalités, préservation de la biodiversité, accès aux soins, prise en compte des dynamiques sociales. Les questions de recherche sont élaborées avec les acteurs de terrain et les populations locales. Les équipes croisent les regards, les disciplines et les connaissances à travers des partenariats de long terme pour construire des solutions robustes et à fort impact.

L'IRD défend une recherche qui bénéficie au plus grand nombre. Il partage les résultats de ses projets et met la science au service de l'action. Il accompagne ainsi la transformation des sociétés vers des modèles sociaux, économiques et écologiques plus justes et durables.

Candidates



ARAME DIEYE

Chercheuse postdoctorale

Projet

Système d'alerte précoce pour les inondations côtières et la production rizicole durable en Guinée-Bissau



TOBIAS FISCHER

Doctorante

Projet

Surveillance scalable du littoral des atolls du Pacifique



BADARA SANE

Chercheur postdoctoral

Projet

Développement de prévisions des courants marins extrêmes pour le littoral restreint du Sénégal



FANNY RIOUAL

Chercheuse postdoctorale

Projet

Dynamiques du sulfure d'hydrogène et impact physiologique sur les pétoncles péruviens dans une baie côtière hypoxique



HUYEN THANH TRAN

Chercheuse postdoctorale

Projet

O3 – Optimisation de l'observation des océans : suivi des dynamiques côtières sub-mesoscale à l'aide de radars haute fréquence



NICOLAS GARCIA SEYDA

Chercheur postdoctoral

Projet

SWIM2CORAL, une solution basée sur la nature pour protéger les coraux

SIDE EVENT

AMEC Africa-Mediterranean-Europe Cooperation

3ème Conférence des Nations Unies sur l'Océan (UNOC3)

Présenté à Nice par l'Académie du Royaume du Maroc et la Saison Bleue le **11 juin 2025** dans le programme officiel de la **3ème Conférence Océan des Nations Unies (UNOC3)**, le Pacte pour une Afrique Bleue Durable a été retenu comme un des livrables majeurs des Engagements de Nice pour l'Océan. Consécration d'un travail porté par les deux premières éditions du **Blue Africa Summit (Tanger, 2023 et 2024)**, il appartient désormais aux deux organisations de produire cette boussole stratégique océanique pour le continent africain d'ici la fin **2026**.



La gouvernance bleue est une opportunité pour l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe de repenser leur partenariat stratégique.

A ce titre, l'Académie du Royaume du Maroc et la Saison Bleue consaceront les deux prochaines éditions du **Blue Africa Summit (9-10 octobre 2025, et automne 2026)** à la production de cette feuille de route. Avec le concours des États africains et de l'Union africaine, quatre collèges (gouvernance/territoires, sciences/éducation, société civile, économie et finance bleue) réuniront plus de trois cent experts et responsables du continent africain et internationaux afin de produire un document de référence.



Renforcer la coopération maritime pour la prospérité des communautés côtières et la santé des océans.

Organisateur pour les Nations Unies de la Consultation africaine de l'UNOC3 (octobre 2024) et du Sommet « l'Afrique pour l'Océan » qui a réuni à Nice le 9 juin 2025 sous la présidence de SAR Lalaa Hasna et du Président de la République française, Emmanuel

Macron, quatorze chefs d'états et de gouvernement et près de quarante pays, le Maroc porte sous l'impulsion de sa Majesté le Roi Mohamed VI une vision inclusive et collective du développement maritime pour l'ensemble du continent africain.

- Renforcer la collaboration Sud-Sud et Nord-Sud :** Encourager une coopération maritime élargie
- Partage des meilleures pratiques :** Diffuser les expériences réussies
- Renforcement des réseaux :** Connecter experts, décideurs et territoires
- Intégration des scientifiques et des innovateurs :** Connecter experts, décideurs et territoires
- Aligner les objectifs avec les initiatives existantes :** Créer des synergies avec les cadres régionaux et globaux

YAOUNDÉ 2025

Vers une économie bleue durable

Adoptée à Yaoundé le 10 juillet 2025, la Déclaration de Yaoundé réaffirme l'importance du golfe de Guinée, l'un des écosystèmes marins les plus riches au monde, pour la sécurité alimentaire, le climat et le développement économique régional. Cette déclaration engage les pays riverains et leurs partenaires africains, européens et méditerranéens à renforcer la coopération régionale, la gouvernance transparente et la gestion durable des océans, en soutenant les cadres internationaux tels que

L'engagement des pays **du golfe de Guinée** reflète une volonté forte de préserver les richesses marines et de garantir la pérennité des moyens de subsistance côtiers. Cette vision commune place la gestion durable des océans au cœur des priorités, en intégrant la **lutte contre la pêche illégale, la sécurité maritime et la transparence**. Elle valorise aussi l'**inclusion des femmes, des jeunes et des communautés locales** comme piliers d'une économie bleue résiliente et équitable, posant ainsi les bases d'un avenir maritime partagé.



l'Agenda 2030, le Cadre mondial pour la Biodiversité et l'Accord de Paris. Elle souligne aussi la nécessité d'inclure pleinement les communautés locales, les femmes et les jeunes dans ces efforts. L'objectif est clair : **gérer 100 % des zones océaniques nationales de manière durable à l'horizon 2030**, à travers des plans océaniques intégrés, la lutte contre la pêche illégale, la sécurité maritime, la transparence et le renforcement des capacités.

Enjeux majeurs et actions prioritaires

Face aux nombreux défis surpêche, dégradation des écosystèmes, piraterie et faibles financements la déclaration appelle à une coopération renforcée et à une meilleure coordination régionale. Elle **souligne l'importance d'intégrer la science et les savoirs traditionnels dans la gouvernance**, tout en assurant une participation inclusive des **femmes, des jeunes et des communautés côtières** pour bâtir une économie océanique durable.

Engagements clés pour un avenir durable

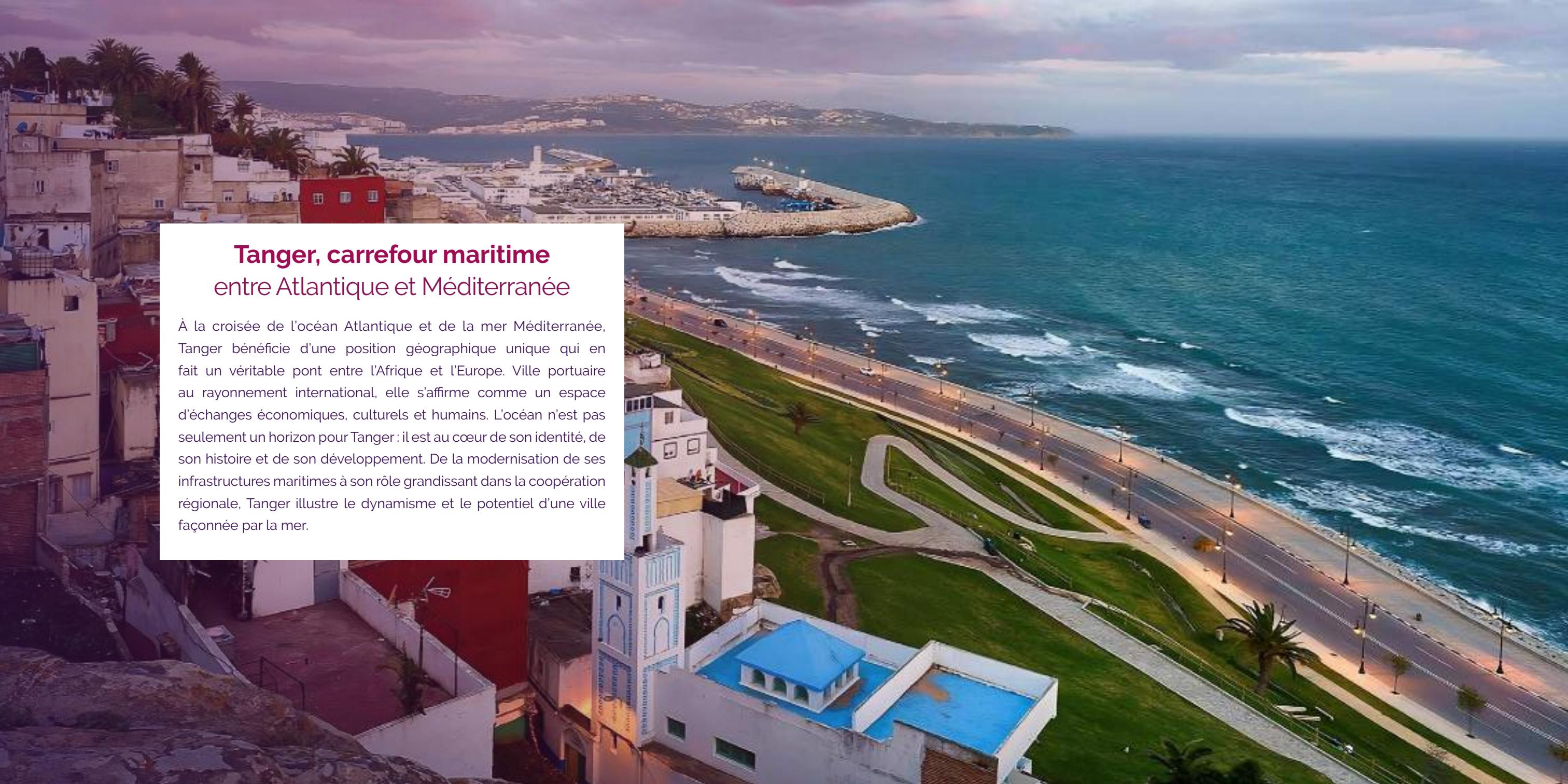
La déclaration confirme l'engagement à gérer durablement **100 % des zones maritimes d'ici 2030**. Elle insiste sur la lutte contre la pêche illégale, le renforcement de la sécurité maritime et la transparence, tout en intégrant l'inclusion des communautés locales et la coopération régionale.



Vers un suivi et une mise en œuvre effective

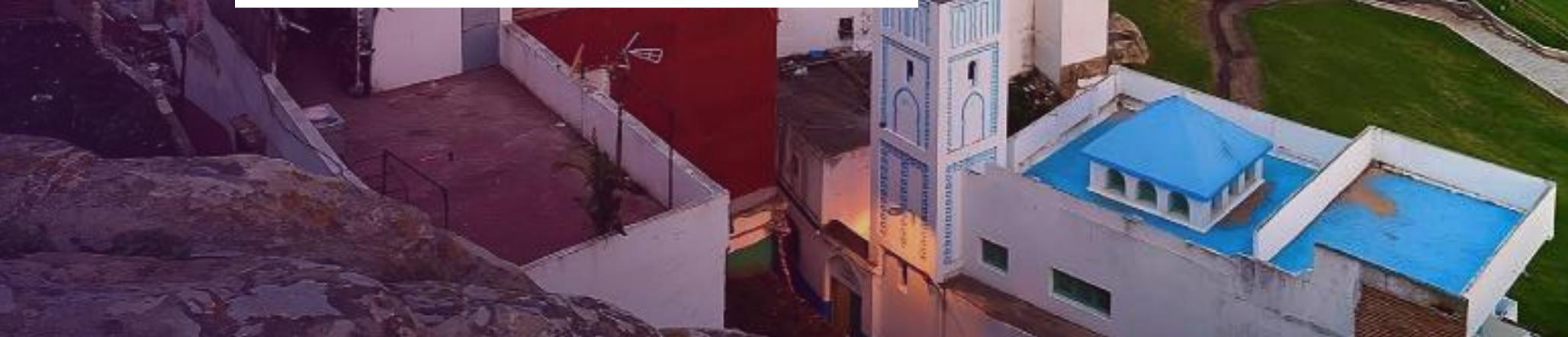
Pour assurer la réussite de ces engagements, la déclaration appelle à la mise en place d'un mécanisme régional de suivi et à **un soutien international renforcé**. La collaboration entre États, institutions et partenaires est essentielle pour garantir un océan durable, équitable et prospère pour les générations futures.





Tanger, carrefour maritime entre Atlantique et Méditerranée

À la croisée de l'océan Atlantique et de la mer Méditerranée, Tanger bénéficie d'une position géographique unique qui en fait un véritable pont entre l'Afrique et l'Europe. Ville portuaire au rayonnement international, elle s'affirme comme un espace d'échanges économiques, culturels et humains. L'océan n'est pas seulement un horizon pour Tanger : il est au cœur de son identité, de son histoire et de son développement. De la modernisation de ses infrastructures maritimes à son rôle grandissant dans la coopération régionale, Tanger illustre le dynamisme et le potentiel d'une ville façonnée par la mer.



CAP SPARTEL

Un point de rencontre entre deux mondes

Situé à la convergence de l'océan Atlantique et de la mer Méditerranée, le Cap Spartel constitue un point névralgique du trafic maritime mondial. À proximité immédiate du détroit de Gibraltar, il occupe une position stratégique unique entre l'Afrique et l'Europe. Symbole de connectivité intercontinentale, le Cap Spartel illustre l'importance géographique du Maroc dans les grandes dynamiques maritimes régionales et internationales.

Un point de passage stratégique entre deux mers et deux continents.

2
continents connectés

+100K
navires/an

14 km
des côtes européennes



TANGER MED

Hub stratégique et moteur de croissance

Tanger Med s'impose aujourd'hui comme le principal complexe portuaire et industriel d'Afrique et de la Méditerranée, au cœur de la dynamique économique du Maroc. Positionné stratégiquement sur le détroit de Gibraltar, il constitue un maillon essentiel de la connectivité maritime mondiale, reliant directement plus de 180 ports dans 70 pays. Véritable plateforme intégrée, Tanger Med

s'affirme comme un acteur majeur du commerce maritime mondial, classé 3 en performance et 17 en volume de trafic (source: Banque mondiale). Sa contribution majeure au commerce international et à l'intégration régionale renforce la position du Maroc comme hub stratégique entre l'Europe, l'Afrique et l'Asie.



Une plateforme d'excellence, catalyseur d'échanges intercontinentaux, qui structure les flux logistiques mondiaux, soutient la compétitivité industrielle et incarne l'ambition d'un hub durable, intégré et résolument tourné vers l'avenir.

Avec plus de 3 000 hectares de zones industrielles opérationnelles et 1 400 entreprises implantées, Tanger Med est aujourd'hui un pôle industriel de référence en Afrique, générant 130 000 emplois directs et près de 17 milliards de dollars d'exportations en 2024. Les filières stratégiques telles que l'automobile, l'aéronautique, la logistique, le textile ou l'agroalimentaire y trouvent un écosystème performant et connecté aux chaînes de valeur mondiales.

Engagé dans une démarche d'innovation continue, Tanger Med déploie des solutions numériques avancées : scellés électroniques, traçabilité en temps réel, jumeau numérique, blockchain logistique. Alimenté depuis 2025 par de l'électricité 100 % renouvelable, le complexe poursuit son objectif de neutralité carbone à l'horizon 2030 grâce à l'alimentation à quai des navires et à une logistique circulaire et optimisée.



Écosystème industriel
1 400 entreprises

implantées, générant 130 000 emplois directs



Trafic conteneurs
11,44 millions

d'EVP (équivalent 20 pieds) manutentionnés en 2024 (source: Alphaliner)

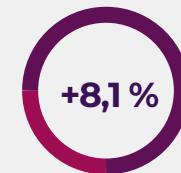


Trafic maritime
17 479 escales

dont plus de 1 200 méganavire



Croissance du trafic global
+16,2 % de marchandises manutentionnées en 2024 (142 millions de tonnes)



Dynamique logistique
+8,1 % de camions TIR traités (516 842 unités) et 600 872 véhicules exportés



Flux de passagers
+13 % de passagers, soit plus de 3 millions accueillis en 2024



GARDER LE CAP les océans africains face aux défis

L'Afrique, dotée d'un littoral stratégique de plus de **30 000 kilomètres**, représente un espace maritime aux enjeux multiples et cruciaux. Face à des pressions grandissantes **pollution, surexploitation des ressources, changements climatiques et défis sécuritaires**, la gouvernance durable de ses océans s'impose comme **une priorité continentale**. Les réflexions, engagements et actions des acteurs publics et privés réunis au Blue Africa Summit 2025 façonnent ensemble les contours d'une **politique maritime innovante** et résolument tournée vers l'avenir.



**Œuvrer ensemble pour
une gestion responsable et
durable des océans africains.**

POLLUTION MARINE

En 2024-2025, les océans sont mis en danger par une pollution plastique massive : **plus de 1 million de tonnes de plastique** y arrivent chaque année, avec plus de **170 000 milliards** de particules flottantes détectées à ce jour.

En Afrique, 90 % des déchets marins proviennent de sources terrestres non contrôlées, exacerbant la crise océanique.

Les côtes africaines subissent une pression croissante liée à la pollution plastique, qui perturbe gravement les écosystèmes marins et menace les activités économiques locales, notamment la pêche artisanale. Cette pollution provient majoritairement de déchets mal gérés sur terre, qui finissent dans les cours d'eau et se déversent dans la mer. Les conséquences sont visibles : plages polluées, mortalité accrue de la faune marine, et contamination des ressources halieutiques essentielles à la sécurité alimentaire de millions de personnes

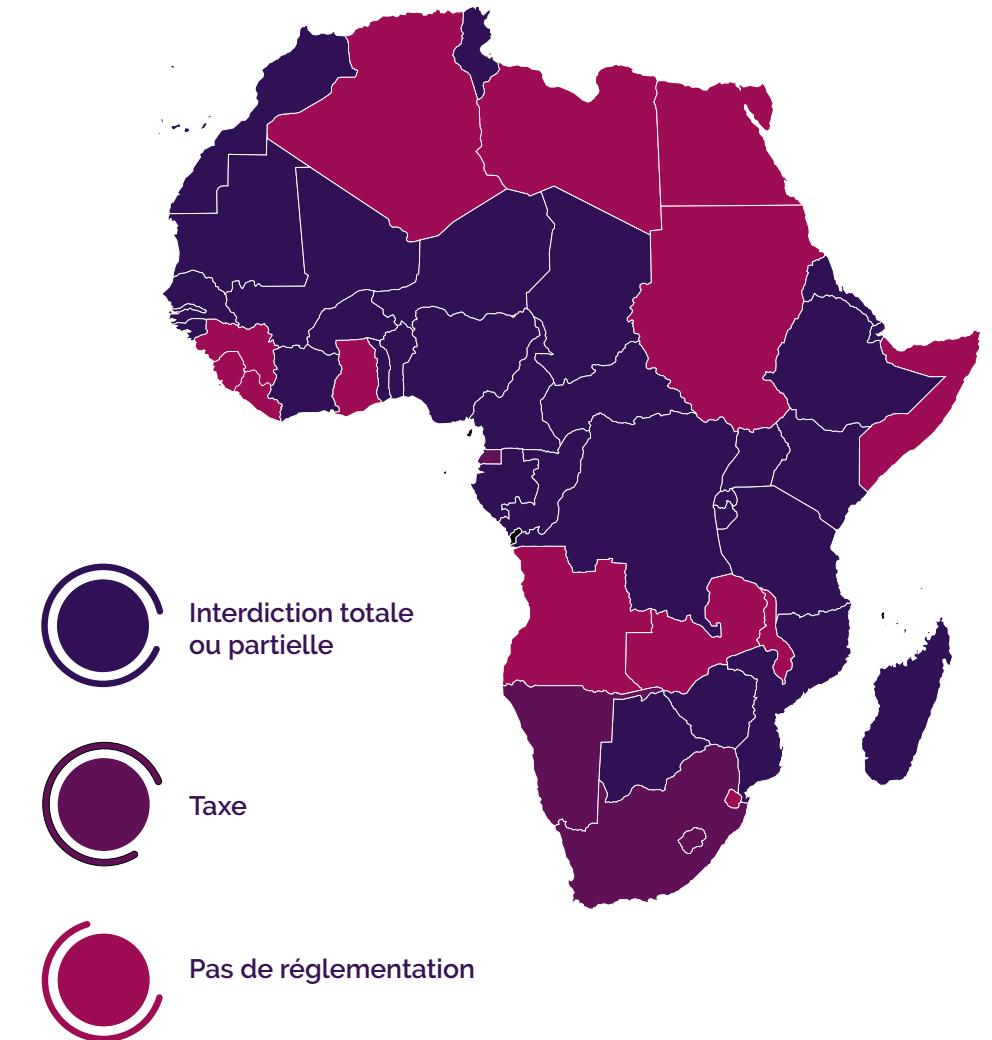
Face à ce défi, les pays africains intensifient leurs efforts pour renforcer la gestion des déchets, promouvoir l'économie circulaire et sensibiliser les communautés à la protection de leurs littoraux

La crise plastique est une urgence planétaire : protéger les océans exige des actions collectives immédiates



Quels pays d'Afrique interdisent les sacs de plastique ?

Réglementations nationales visant à interdire ou à limiter l'utilisation des sacs en plastique (2024)



CHANGEMENT CLIMATIQUE & RÉSILIENCE CÔTIÈRE



116 Millions

d'Africains vivent en zones côtières basses exposées à la montée des eaux d'ici 2030, vulnérables aux inondations et à l'érosion

L'Afrique possède l'un des littoraux les plus étendus au monde, abritant environ 116 millions de personnes vivant en zones côtières basses. Ces territoires sont confrontés à des phénomènes climatiques qui s'intensifient : la montée du niveau de la mer, l'érosion accélérée des côtes, et

l'augmentation des événements extrêmes tels que cyclones et inondations. Ces transformations menacent non seulement les populations et les infrastructures, mais également les écosystèmes marins indispensables à l'économie et à la sécurité alimentaire du continent.

EFFETS VISIBLES DU DÉRÈGLEMENT

De **Lagos** à **Abidjan**, les villes côtières africaines sont en première ligne. En **Guinée**, plus de **6 000 hectares** de terres agricoles ont déjà été engloutis par la mer. À **Dakar**, la célèbre corniche est rongée par l'érosion, menaçant

routes et habitations. À **Zanzibar**, les communautés déplacent leurs maisons face à la montée des eaux. Chaque année, le dérèglement climatique efface un peu plus le trait de côte africain.



MONTÉE DU NIVEAU DE LA MER

Le niveau de la mer autour de l'Afrique augmente à un rythme proche ou légèrement supérieur à la moyenne mondiale de **3,4 mm** par an.

ÉVÉNEMENTS EXTRÊMES PLUS FRÉQUENTS

Les cyclones, les tempêtes et les inondations deviennent plus intenses et fréquents, affectant les populations côtières.

ÉROSION DES CÔTES

La perte de plages et le recul du trait de côte mettent en danger les infrastructures et les écosystèmes côtiers.

VULNÉRABILITÉ DES ÉCOSYSTÈMES

Les mangroves, les récifs coralliens et les zones humides subissent des pressions accrues, menaçant la biodiversité et les services écosystémiques.

SURPÊCHE & PÊCHE ILLÉGALE ET RÉGULIÈRE

La surpêche n'est plus un simple enjeu de gestion des ressources, elle bouleverse profondément les écosystèmes marins, menaçant leur capacité à se régénérer. En Afrique, où **des millions de personnes dépendent de la mer** pour se nourrir et survivre, cette pression constante vide les océans, **rompt les équilibres naturels** et provoque une véritable **désertification marine**. Derrière ce terme se cache une réalité glaçante, des zones autrefois riches en biodiversité deviennent silencieuses, épuisées par **une exploitation sans répit**.

Les côtes africaines perdent jusqu'à **65 %** de leur biomasse halieutique dans certaines zones, en raison de pratiques de pêche illégales et non durables. Ces pertes ne concernent pas seulement les espèces ciblées, mais **perturbent l'ensemble des chaînes alimentaires marines**.

EXEMPLES SIGNIFICATIFS

1

Au **Sénégal**, 57 % des populations halieutiques sont en effondrement, forçant les pêcheurs à aller plus loin.

2

En **Mauritanie**, 70 % des captures sont réalisées par des flottes étrangères hors ZEE, avec 98 % des prises exportées sans débarquement local.

3

Dans le **Golfe de Guinée**, les captures démersales ont chuté de 11 % en **un an**, un déclin qui reflète les pressions croissantes exercées sur les stocks halieutiques de la région.

4

À **Madagascar**, la surpêche industrielle menace, compromettant la sécurité alimentaire et dégradant les récifs.



ZONES DE NON-RETOUR ÉCOLOGIQUE

Certaines zones marines africaines ne montrent plus aucun signe de régénération naturelle malgré l'arrêt ou la réduction des activités de pêche. On parle alors de **désert biologique**.

PERTES INVISIBLES MAIS MASSIVES

Au-delà de la disparition des espèces ciblées, la pêche industrielle provoque **une destruction massive** des juvéniles, des larves et des habitats marins. Les chaluts de fond arrachent les coraux, perturbent les fonds benthiques et entraînent la capture involontaire d'espèces non ciblées (prises accessoires), souvent rejetées mortes. Ces pertes « **invisibles** » compromettent gravement la capacité de renouvellement des populations et accélèrent la désertification marine.



1 poisson
sur 3
rejeté mort
en Afrique

COMMERCE MARITIME ET INFRASTRUCTURES EN AFRIQUE

Plus de 80 % du commerce mondial transite par voie maritime, faisant des infrastructures portuaires et logistiques le cœur de la compétitivité des nations. En Afrique, le développement et la modernisation des ports, des corridors maritimes et des chaînes d'approvisionnement sont essentiels pour réduire les coûts, fluidifier les échanges et intégrer le continent aux grandes routes du commerce mondial. Pourtant, le continent reste confronté à des défis majeurs : infrastructures inégales, dépendance aux opérateurs étrangers, manque d'installations adaptées, notamment pour les produits périssables. Ces faiblesses freinent le potentiel économique et compromettent la souveraineté commerciale de l'Afrique.



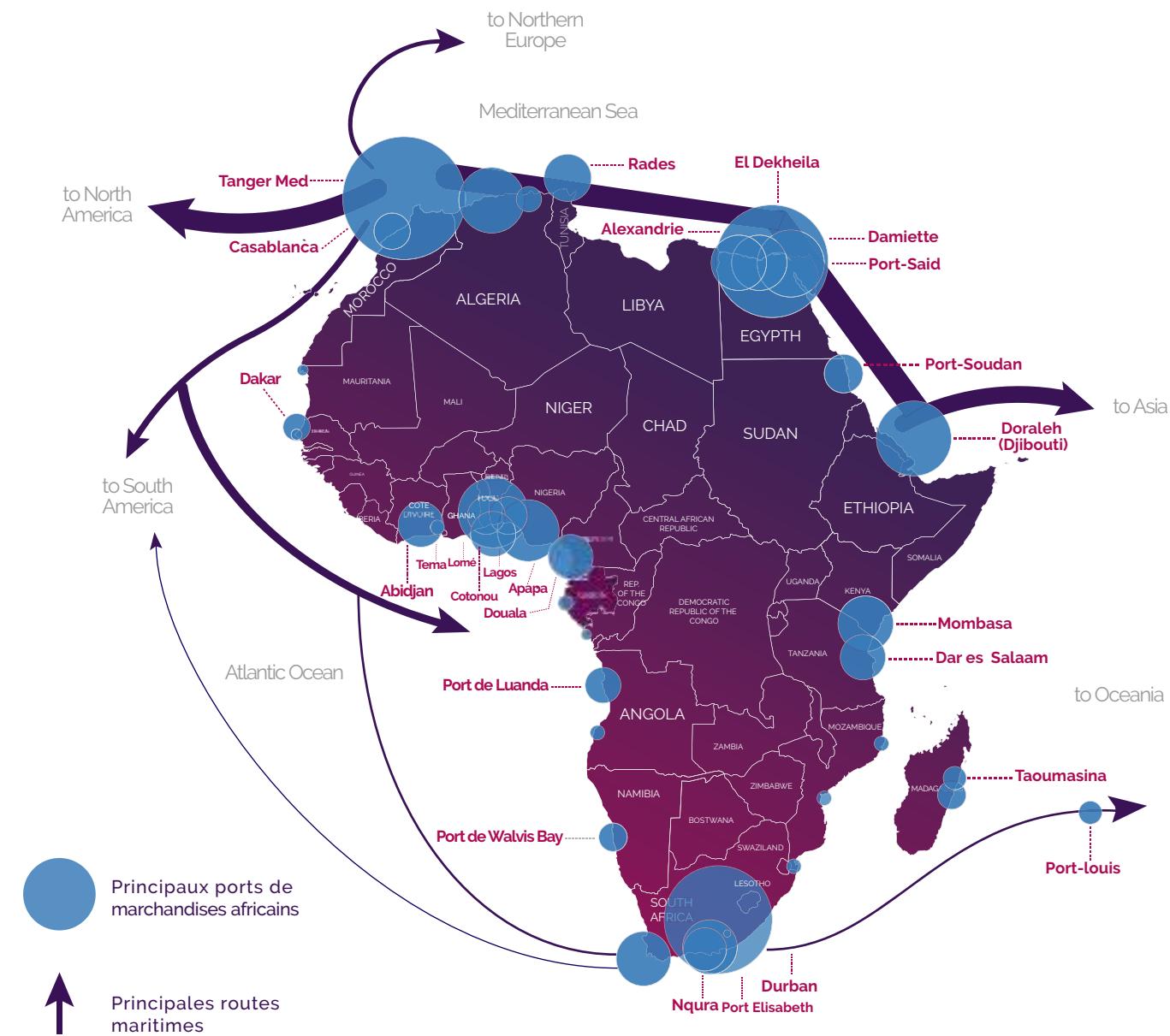
Faible intégration régionale

Absence d'harmonisation des règles et des infrastructures entre pays, freinant l'émergence de hubs efficaces à l'échelle continentale.

Inégalités d'infrastructures

La plupart des ports africains restent sous-équipés comparés aux standards internationaux, ce qui ralentit les opérations et augmente les coûts logistiques.

L'Afrique connectée : ports et routes principales



SÉCURITÉ ET SURVEILLANCE MARITIME

La piraterie maritime reste l'un des défis majeurs pour la sécurité des mers africaines, malgré une baisse globale des incidents ces dernières années. L'Afrique concentre encore certaines des zones les plus exposées au monde, notamment le golfe de Guinée, où la piraterie à main armée et les prises d'otages en haute mer continuent de menacer les routes commerciales stratégiques et la stabilité régionale. Ces actes mettent en péril la sécurité des équipages, freinent les investissements et génèrent d'importants surcoûts logistiques pour les États côtiers comme pour les armateurs internationaux.

Par ailleurs, le golfe d'Aden, autrefois épicentre de la piraterie somalienne, connaît une résurgence inquiétante. Depuis fin 2023, des groupes tels que les Houthis ont lancé des attaques contre des navires marchands, perturbant le commerce maritime en mer Rouge.



UN FLÉAU PERSISTANT

En 2023, plus de 75 % des enlèvements de marins dans le monde ont encore eu lieu dans le golfe de Guinée, malgré une baisse des attaques signalées grâce aux efforts conjoints régionaux. Entre 2019 et 2023, plus de 400 marins ont été kidnappés dans cette zone.

Bien que les initiatives régionales, comme le **Code de conduite de Yaoundé**, aient permis de réduire les attaques, la piraterie en Afrique reste mouvante et adaptable. Les groupes criminels déplacent leurs zones d'action toujours plus loin des côtes, obligeant les États à renforcer leurs capacités navales, investir dans des technologies de surveillance et intensifier la coopération pour protéger durablement les flux maritimes vitaux pour l'**économie bleue africaine**.



EXPLOITATION PÉTROLIÈRE OFFSHORE



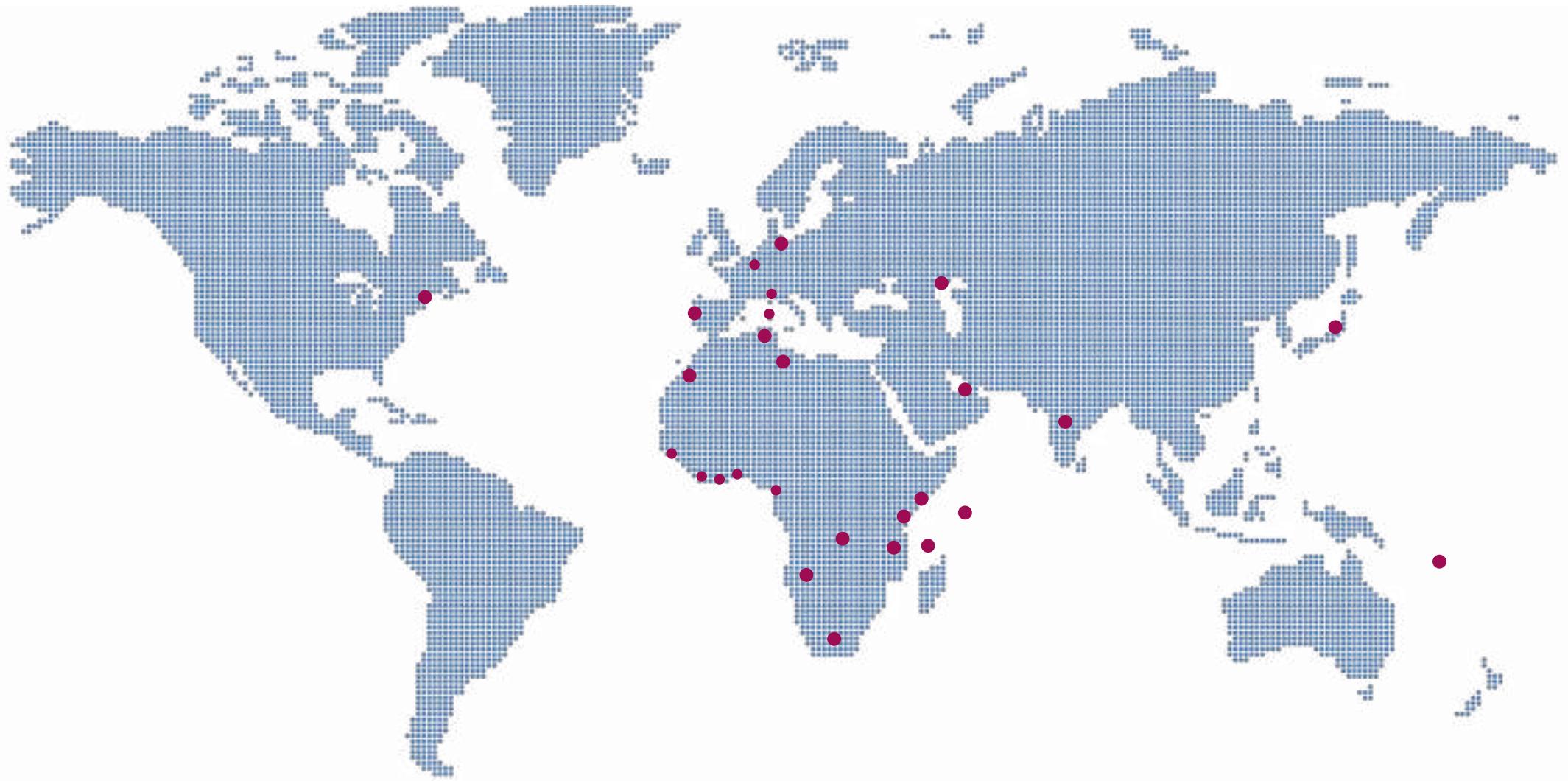
L'Afrique tire encore une grande part de ses revenus du pétrole offshore, qui représente **plus de 70 % de sa production totale d'hydrocarbures**. Mais derrière ces gisements marins, essentiels pour des économies entières, se cachent des menaces majeures : marées noires à répétition, fuites invisibles, destruction

d'écosystèmes côtiers et pressions croissantes sur la pêche artisanale. **Sans contrôles rigoureux** ni technologies plus propres, l'exploitation pétrolière en mer **risque d'aggraver la pollution**, de fragiliser la biodiversité et de freiner la transition énergétique dont le continent a pourtant besoin pour l'avenir.

BLUE AFRICA SUMMIT 2024

- 01 . PAYS PRÉSENTÉS
- 02 . RETOUR EN CHIFFRES
- 03 . RETOUR EN IMAGES
- 04 . DÉCLARATION TANGER
- 05 . RESTITUTION ET TÉMOIGNAGE
- 06 . DÉCLARATIONS ET CONVENTIONS INTERNATIONALES

LE BLUE AFRICA SUMMIT PAYS PRÉSENTÉS



Le Blue Africa Summit 2024 a réuni des représentants du monde entier pour partager une vision durable de l'océan. Ministères, institutions, chercheurs, société civile et acteurs économiques de plus de **26 pays** se sont mobilisés autour d'engagements et de solutions pour un avenir maritime résilient, affirmant la dimension panafricaine et internationale du sommet comme plateforme de coopération concrète.

1. AFRIQUE DU SUD
2. ANGOLA
3. BELGIQUE
4. BÉNIN
5. CAMEROUN
6. COMORES
7. CONGO
8. CÔTE D'IVOIRE
9. FRANCE
10. FIDJI
11. GHANA
12. ITALIE
13. INDE
14. JAPON
15. KENYA
16. LIBYE
17. MAROC
18. MONACO
19. NEW YORK
20. PORTUGAL
21. SÉNÉGAL
22. SEYCHELLES
23. TANZANIE
24. TUNISIE
25. UAE
26. ZANZIBAR

UN SOMMET, DES CHIFFRES, BAS 2024

Notre impact



+1500 VOIX CONNECTÉES

Une communauté connectée



+80 INTERVENANTS

Dialogue pour un avenir maritime durable



+150 PARTICIPANTS

Une présence physique marquée



5 DÉCLARATIONS DE TANGER

Coopération régionale essentielle



5 CONTINENTS

Un événement à l'échelle mondiale



+8 THÉMATIQUES

Un panorama complet autour de sujets clés

RETOUR EN IMAGE

Revivez les moments forts de l'événement



DÉCLARATION DE TANGER

« De Tanger à Nice, une route ambitieuse pour l'Océan »

En ce jour, **10 octobre 2024**, à **Tanger**, à l'invitation de **l'Académie du Royaume du Maroc et de La Saison Bleue**, nous, représentants de l'Afrique et du monde comprenant des dirigeants politiques, des représentants de la communauté scientifique, de la société civile, de la jeunesse africaine et des acteurs économiques nous sommes réunis à l'occasion du **2ème Blue Africa Summit**.

Nous saluons le fort engagement océanique de **Sa Majesté Mohamed VI**, sous le haut patronage duquel ce Sommet est organisé pour la deuxième fois consécutive sur le continent africain, dans le prolongement de la Consultation africaine préparatoire à **la 3ème Conférence des Nations Unies sur l'Océan (UNOC3)** et de l'**african Ocean Week (du 7 au 9 octobre 2024)**, avec l'ambition de porter une voix africaine commune et ambitieuse.

Nous saluons **S.A.S. le Prince Albert II de Monaco**, le **Ministre de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et Forêts du Royaume du Maroc**, son homologue libyen, la Commissaire de l'Union Africaine pour l'Agriculture, le Développement rural, l'Économie bleue et l'Environnement durable, les Envoyés spéciaux Océan auprès du Secrétaire Général des Nations Unies et du Président de la République Française pour l'UNOC3, ainsi que les hauts représentants des Nations Unies, de l'Union Européenne, de la Fondation Afrique-Europe et d'autres organisations représentant les nations maritimes.

Nous rappelons collectivement l'importance cruciale de l'océan dans l'environnement planétaire, les équilibres climatiques et sociaux, et appelons à une réponse forte, rapide et déterminée à l'état d'urgence auquel l'océan est confronté, et à la dégradation générale de son état de santé.

Avec **plus de 30 000 km de côtes et plus de 200 millions** d'habitants vivant à proximité des côtes, l'Afrique dispose d'un potentiel océanique important. L'organisation du **Blue Africa Summit à Tanger**, non loin du port **Tanger Med, 1er port d'Afrique, 1er port méditerranéen, 19ème port au rang mondial aujourd'hui**, rappelle son potentiel océanique, puisque la valeur de l'économie bleue dans la trajectoire de croissance du continent africain a généré une valeur de **296 milliards de dollars en 2022**, avec des projections de **576 milliards de dollars en 2063**.

L'Afrique est déterminée à faire entendre une voix commune et ambitieuse lors de la 3ème Conférence des Nations Unies, que la France et le Costa Rica coorganisent en juin 2025, en réaffirmant son océanité, son interconnectivité et sa force créatrice, en explorant des mécanismes d'investissement innovants et durables au profit d'une économie bleue durable.

Le continent africain est déterminé à assurer un leadership inclusif sur la scène internationale et à faire avancer la cause de la protection de l'océan, un bien commun à tous.

La coopération et la collaboration en matière de gouvernance de l'océan offrent une opportunité stratégique à l'Afrique et à ses partenaires, notamment l'Europe, le Japon et les Émirats arabes unis (EAU), parmi tant d'autres, de faire progresser un programme mondial de développement durable de l'océan, si celles-ci sont poursuivies avec la préoccupation du vivant et des populations côtières, ainsi qu'une mise en œuvre juste et efficace.

• **Gouvernance de l'océan**

En ce qui concerne la gouvernance de l'océan, le Sommet appelle à une position commune et à une vision commune pour relever certains des plus grands défis de notre époque, en particulier pour mettre en œuvre des accords internationaux tels que le cadre de Kunming-Montréal, ratifier avant l'UNOC3 des accords tels que l'accord BBNJ, ou finaliser les négociations du traité visant à mettre fin à la pollution plastique d'ici à 2040. Le Sommet appelle à renforcer les synergies entre les organisations environnementales existantes et les cadres internationaux, tels que le Programme des Nations unies pour l'environnement, la Convention sur la diversité biologique, l'Organisation mondiale du commerce, l'Organisation maritime internationale, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, et la Commission océanographique intergouvernementale, entre autres.

Le Sommet appelle également au renforcement des cadres de gouvernance régionaux, nationaux et internationaux pour la protection des océans et la lutte contre les activités humaines nuisibles à l'environnement. Il encourage les pays du monde entier à gérer durablement 100 % de leurs zones économiques exclusives au moyen de plans pour un océan durable, afin de concilier les activités économiques avec l'impératif de protection de l'environnement, et à mettre en œuvre une planification spatiale intégrée et inclusive pour atteindre cet objectif. Le Sommet souligne l'importance des zones marines protégées et appelle à leur expansion, ainsi qu'au soutien d'initiatives innovantes pour atteindre cet objectif, telles que le MedFund.

- **Partage des capacités et sciences océaniques**

Le Sommet appelle au renforcement du partage des capacités, de la programmation fondée sur des données probantes et d'une interface solide entre la science et la politique, en mettant l'accent sur le développement de réseaux intercontinentaux pour le partage de politiques, de recherches et de données. Pour renforcer les capacités en Afrique, il faut tirer parti des connaissances et de l'expertise des spécialistes, en s'engageant à élaborer des politiques et des programmes fondés sur des données pour relever les défis de la gouvernance de l'océan et du développement d'une économie bleue durable, notamment en favorisant une meilleure compréhension de l'océan et en maximisant l'impact et le rôle de l'océan sur les pays et villes côtières ainsi que sur les pays enclavés. Le Sommet soutient et encourage les pays africains à appuyer la création d'un nouveau mécanisme, la Plateforme internationale pour la viabilité des océans (IPOS), qui aidera les États à accélérer les actions en faveur de la gestion durable et de la conservation des océans (ODD 14, CDB), en proposant des solutions politiques claires et réalisables, fondées sur les connaissances les plus récentes. Ce mécanisme pourrait être hébergé par la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO. Le Sommet encourage également la transformation de Mercator International, qui produit le jumeau numérique de l'océan, en une organisation intergouvernementale, afin de soutenir la prise de décision des décideurs publics et de développer l'accès à la connaissance.

- **Finance, investissements et économie bleue**

Le Sommet appelle l'Afrique à aligner les systèmes financiers sur les objectifs de régénération et de développement durable par le biais de la gouvernance de l'océan et de l'économie bleue, en veillant à ce que les flux financiers soient détournés des pratiques néfastes pour l'océan. Le Sommet appelle à soutenir le développement d'un solide écosystème d'entrepreneuriat bleu, susceptible d'avoir un impact significatif sur le terrain (par et pour les acteurs locaux), et à identifier et rendre opérationnels des mécanismes de financement innovants dont le potentiel est reconnu.

Le Sommet appelle à la transition des activités économiques et humaines dépendantes de l'océan vers des pratiques plus durables, dans des domaines tels que la pêche, le transport maritime et le tourisme, et se félicite de l'organisation d'un Forum sur l'économie et la finance bleues (BEFF), qui se concentrera sur des initiatives innovantes et concrètes, à Monaco, en juin 2025, en amont de l'UNOC3.

Le Sommet rappelle l'importance des ports dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et en tant qu'acteurs de la transition vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement. Le Sommet appelle à la transition vers des infrastructures portuaires et des transports maritimes plus résilients et durables, y compris l'amélioration des échanges de bonnes pratiques et de technologies entre les partenaires internationaux et l'Afrique.

- **Résilience**

L'ensemble des participants salue la création, à l'occasion de l'UNOC3 et à l'invitation du maire de Nice, de la première coalition des villes et régions côtières et des États insulaires menacés par l'élévation du niveau de la mer. Cette coalition se réunira le 7 juin 2025 à Nice et rassemblera les élus et représentants de ces territoires, représentant près d'un milliard de citoyens, parmi lesquels de nombreux Africains.

- **Partenariats**

La mise en œuvre d'un programme ambitieux pour l'océan et l'économie bleue en Afrique représente une opportunité de collaboration transformatrice entre le continent et ses voisins, avec l'ambition de réaliser les aspirations continentales, y compris l'Agenda 2063 de l'UA et les ODD. Une collaboration renforcée permettra aussi de faire face aux crises océaniques majeures que sont la perte de biodiversité, la pollution, le changement climatique et la diminution des ressources.

Dans ce contexte, le Sommet salue la feuille de route Afrique-Europe pour l'océan, intitulée « Feuille de route à horizon 2030 : copiloter le partenariat Afrique-Europe pour l'océan » ; et reconnaît le « Groupe de stratégie Afrique-Europe pour l'océan », facilité par la Fondation Afrique-Europe (AEF), en partenariat avec les Commissions africaine et européenne, comme une plateforme unique et un incubateur pour l'action transcontinentale. Cette feuille de route a pour ambition de produire un impact à grande échelle à partir de 2025 et de contribuer à l'intégration de la gouvernance des océans et de l'économie bleue dans le partenariat UA-UE, dans la perspective de l'UNOC3.

Grâce à l'engagement du gouvernement du Maroc, de celui de plus de trente-cinq pays représentés ce jour à Tanger, et des organisateurs du Blue Africa Summit, c'est donc tout un continent qui fera fortement entendre sa voix lors de la 3ème Conférence des Nations Unies sur l'océan, à Nice, en juin 2025.

MOMENTS MARQUANTS

BLUE AFRICA SUMMIT 2024

ABDELJALIL LAHJOMRI

Secrétaire perpétuel de l'Académie du Royaume du Maroc

Le Secrétaire perpétuel a souligné l'importance de l'initiative Atlantique royale pour établir une grande région mettant en avant l'Afrique, en particulier ses façades atlantique et indienne. Il a mis en lumière l'occasion de renforcer la collaboration commerciale, environnementale et scientifique, ainsi que la communication. Il a également insisté sur la nécessité de **réexplorer les imaginaires aquatiques africains** pour façonner un nouveau récit collectif de fraternisation, intégrant la dimension culturelle et historique à l'avenir du continent. Il a soutenu que cela permettrait à l'Afrique de construire une nouvelle « **océanité** » africaine, en reliant les civilisations antiques à un futur innovant et durable.

« Connecter pleinement l'Afrique aux autres continents à travers ses ports, détroits et canaux maritimes, dans un réseau dynamique reliant l'océan Indien, le canal de Mozambique, la mer Rouge, le golfe Persique, la Méditerranée, la mer de Sable qu'est le Sahara, et l'océan Atlantique est notre vision transaquatique pour aller de la terre à l'eau et pour que l'eau, soit un élément stabilisateur de toute vie terrestre »



ABDELJALIL LAHJOMRI
Secrétaire perpétuel de l'Académie du Royaume du Maroc

MOMENTS MARQUANTS

BLUE AFRICA SUMMIT 2024

Le Prince Albert II de Monaco a clôturé le **Blue Africa Summit** en soulignant l'importance cruciale des mers et des océans pour l'avenir de l'Afrique et du monde. Il a insisté sur le lien indissociable entre le destin de l'Afrique et la santé des océans, tout en rappelant l'urgence de trouver des solutions conciliant développement économique et préservation de l'environnement marin. Il a illustré ces enjeux par des exemples concrets (pêche durable, tourisme respectueux, aires marines protégées), et a rappelé l'engagement de **Monaco** en faveur de la protection de l'environnement marin, notamment via le **Medfund**. Enfin, il a appelé à une action globale et coordonnée, reconnaissant le rôle central de l'Afrique dans la définition d'un avenir durable pour les océans.

« Face aux défis interdépendants du développement africain et de la sauvegarde des océans, nous devons agir pour un avenir où prospérité et respect de la nature marine sont inextricablement liés car le destin de l'Afrique est, en réalité, le destin de notre planète. »



S.A.S ALBERT DE MONACO

MOMENTS MARQUANTS

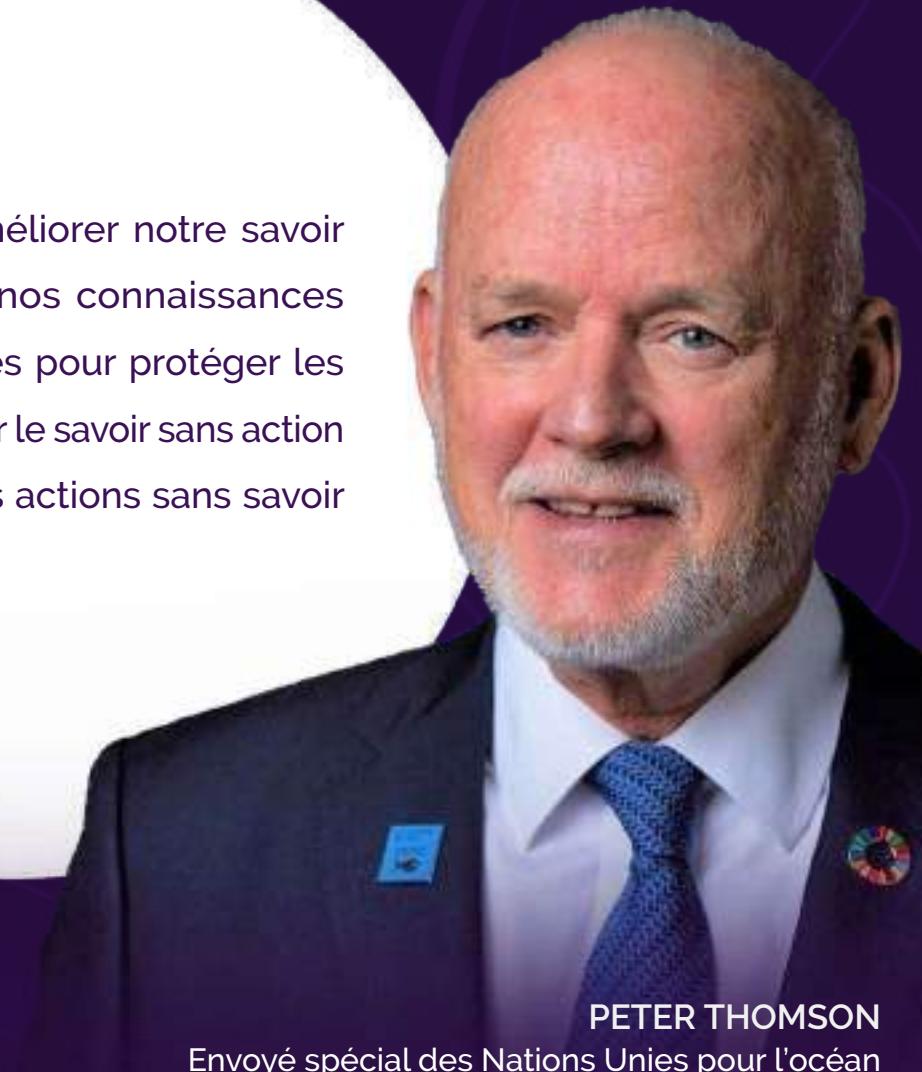
BLUE AFRICA SUMMIT 2024

PETER THOMSON

Envoyé spécial des Nations Unies pour l'océan

L'envoyé spécial des Nations Unies pour l'océan, **Peter Thomson**, a insisté sur l'urgence d'agir face au réchauffement climatique et à la pollution, soulignant que «**le savoir sans action est une perte, et les actions sans savoir sont de la folie.**» Il a appelé à améliorer la compréhension et la connaissance pour protéger les océans d'ici 2030, notamment lors de la COP 29. Il a souligné la nécessité de passer à l'action et d'obtenir des résultats concrets pour assurer un avenir à nos enfants.

« Il est temps d'améliorer notre savoir et de transformer nos connaissances en actions concrètes pour protéger les océans d'ici 2030, car le savoir sans action est une perte, et les actions sans savoir sont de la folie. »



PETER THOMSON

Envoyé spécial des Nations Unies pour l'océan

MOMENTS MARQUANTS

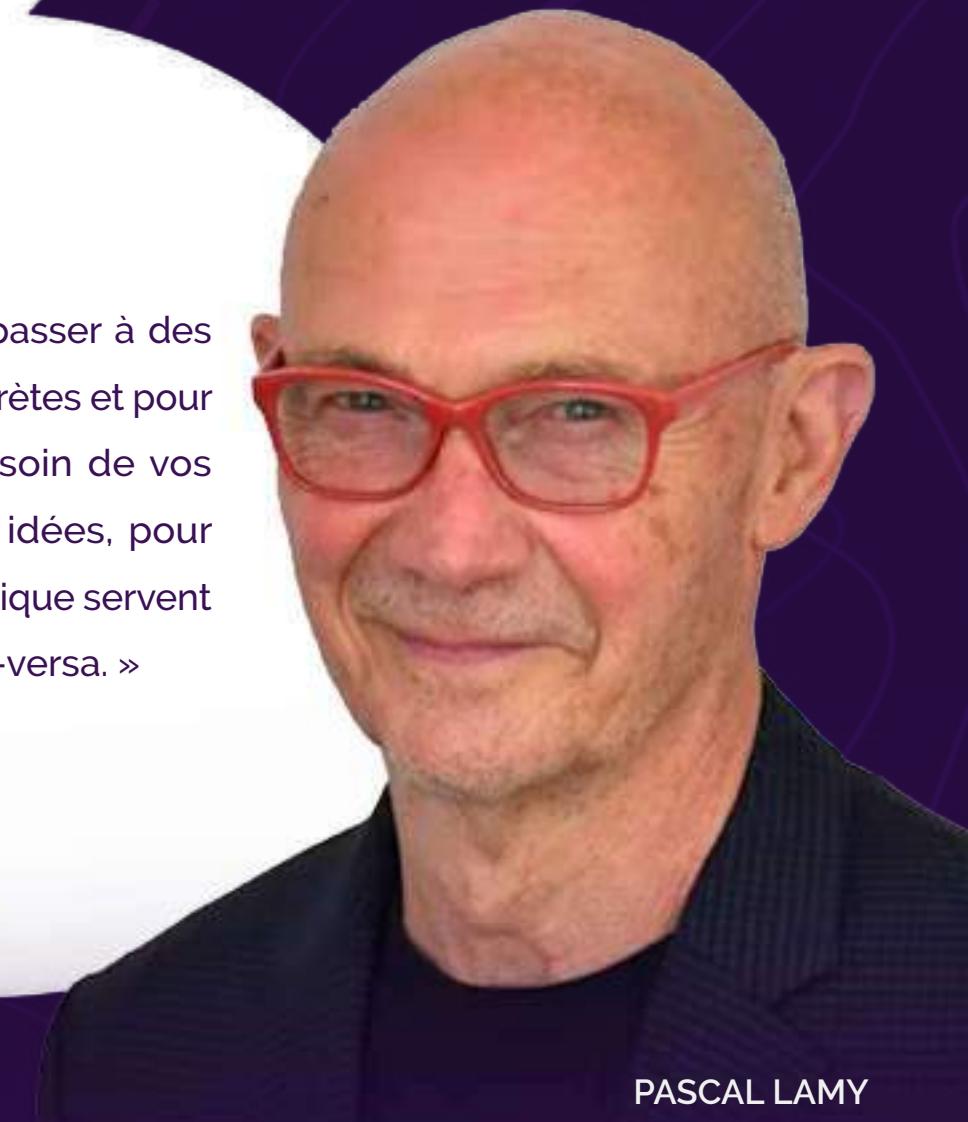
BLUE AFRICA SUMMIT 2024

PASCAL LAMY

Co-président du Groupe de Stratégie Afrique-Europe pour l'Océan,
Fondation Afrique Europe et Président du Forum Mondial de la Mer Bizerte

En tant que Co-président du Groupe de Stratégie Afrique-Europe pour l'Océan, Fondation Afrique Europe et Président du Forum Mondial de la Mer Bizerte, **Pascal Lamy** a souligné l'importance du **Blue Africa Summit** comme une étape clé pour l'Afrique, saluant l'expression de nouvelles ambitions océaniques. Il a insisté sur la nécessité de passer des discours aux actions concrètes pour cesser la dégradation des milieux océaniques, et rappelé que la conférence des Nations Unies à Nice en juin 2025 devra être un moment d'action. Il a enfin appelé à **mobiliser le potentiel de l'économie bleue pour les populations**, et salué la participation de la fondation Afrique-Europe pour alimenter ce processus.

« Il faut maintenant passer à des réalisations plus concrètes et pour cela, nous avons besoin de vos suggestions, de vos idées, pour que les leçons de l'Afrique servent aussi l'Europe et vice-versa. »



PASCAL LAMY

Co-président du Groupe de Stratégie Afrique-Europe pour l'Océan, Fondation Afrique Europe et Président du Forum Mondial de la Mer Bizerte

MOMENTS MARQUANTS

BLUE AFRICA SUMMIT 2024

RYM BENZINA

Présidente de la Saison Bleue

En tant que co-organisatrice du **Blue Africa Summit**, Rym Benzina a souligné l'importance de cet événement pour amplifier la voix de l'Afrique sur les enjeux maritimes et promouvoir un avenir durable et équitable. Elle a rappelé l'urgence d'agir face aux impacts du changement climatique sur les communautés côtières, citant l'appel d'Antonio Guterres à **une coopération internationale renforcée**. Mettant en avant l'initiative Atlantique du roi Mohammed VI, elle a souligné le rôle du sommet pour aborder les défis clés de l'économie bleue, la sécurité maritime, et le rôle de la société civile, tout en insistant sur le potentiel inexploité des océans africains. Elle a plaidé pour la ratification des traités internationaux, une coopération Sud-Sud et Nord-Sud, et a conclu par un appel à l'action pour que l'Afrique fasse entendre sa voix et initie des changements significatifs pour la protection de son avenir marin.

« L'Afrique, unie dans sa quête d'un avenir durable, doit faire entendre sa voix sur la scène mondiale et agir, agir, agir pour relever les défis maritimes qui nous concernent tous. »



RYM BENZINA

Présidente de la Saison Bleue

MOMENTS MARQUANTS

BLUE AFRICA SUMMIT 2024

OLIVIER POIVRE D'ARVOR

Envoyé Spécial du Président de la République pour
la 3ème Conférence Océan des Nations Unis (UNOC3)

Olivier Poivre d'Arvor a souligné l'importance cruciale de l'engagement du Maroc et de l'Afrique dans la préparation de l'événement de Nice en juin 2025, qui vise à réussir pour l'océan ce que la COP 21 a fait pour le climat. Il a insisté sur la nécessité d'une gouvernance forte de l'océan, d'une coopération scientifique internationale renforcée, et d'une exploitation maîtrisée et durable des ressources marines. Il a mis en avant le rôle clé de l'Afrique, continent maritime souvent négligé, pour porter un message

« L'Afrique a un destin maritime océanique, Ce grand continent, s'il prend la barre, s'il devient en quelque sorte le skipper de ce grand bateau mondial de l'océan, ce grand bateau est très prometteur. »



OLIVIER POIVRE D'ARVOR

Envoyé Spécial du Président de la République pour la 3ème Conférence Océan des Nations Unis (UNOC3)

MOMENTS MARQUANTS

BLUE AFRICA SUMMIT 2024

SUSAN GARDNER

Directrice de la Division des Écosystèmes pour le Programme des Nations Unies pour l'Environnement

Susan Gardner a souligné l'importance du Blue Africa Summit pour faire avancer le développement bleu dans une région riche en ressources aquatiques. Elle a insisté sur l'urgence d'agir pour protéger les océans, en s'appuyant sur les feuilles de route existantes (ODD, accord de Paris, etc.). Elle a mis en avant les initiatives régionales (Convention de Nairobi, d'Abidjan) et a encouragé à s'engager, à ratifier les accords, et à faire progresser une vision durable pour une économie bleue prospère. Elle a souligné le rôle clé de l'Afrique et de sa jeune génération dans cette transformation, en rappelant que «l'océan nous mène n'importe où.

« Bahari itatufikisha popote », Ce qui signifie que l'océan nous mène n'importe où. C'est un rappel que l'océan nous relie tous. Et que la manière dont nous coopérons sur l'océan peut servir de modèle pour la coopération sur tous les défis mondiaux. »



SUSAN GARDNER

Directrice de la Division des Écosystèmes pour le Programme des Nations Unies pour l'Environnement

MOMENTS MARQUANTS

BLUE AFRICA SUMMIT 2024

JYOTI MATHUR-FILIP

Secrétaire exécutive du Conseil sur la pollution par les plastiques (CNI)

La secrétaire exécutive du Conseil sur la pollution par les plastiques (CNI), a dressé l'état des négociations pour un traité mondial sur la pollution plastique, ultime étape avant la tenue de la dernière session à Busan, en novembre. Elle a insisté sur l'ampleur du défi : plus de 500 millions de tonnes de plastique produites chaque année, dont une majorité finit en déchets marins, mettant en péril l'écosystème mondial. Ce panel a rappelé que, malgré les nombreux défis, la volonté collective et la coopération régionale sont en train de faire évoluer la gouvernance mondiale des océans vers plus de durabilité, avec des engagements en cours d'approfondissement et de concrétisation.

« Le processus INC est né d'une attention particulière aux océans. Le processus a évolué au fil du temps pour intégrer une vision plus large nécessaire, une vision qui aborde non seulement l'élément de la pollution marine, mais qui considère également le cycle de vie des plastiques afin de mettre fin à la pollution plastique dans l'environnement. »

JYOTI MATHUR-FILIP
Secrétaire exécutive du Conseil sur la pollution par les plastiques (CNI)



MOMENTS MARQUANTS

BLUE AFRICA SUMMIT 2024

PAUL VAN TIGCHELT

Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et de la Mer du Nord, Belgique

La Belgique, par la voix de son vice-premier ministre **Paul Van Tigchelt**, a réaffirmé son engagement pour la protection des océans, rappelant qu'ils couvrent 70 % de la planète et sont essentiels à la vie malgré les menaces de l'érosion, de la pollution plastique et de la surpêche. Elle appelle à la ratification rapide de l'accord BBNJ, déjà signé par huit pays et qui doit l'être par soixante autres d'ici juin 2025. Candidate pour accueillir son secrétariat à Bruxelles, la Belgique met en avant sa position géographique, son expertise maritime et sa tradition de coopération internationale, soulignant que la santé des océans conditionne l'avenir de l'humanité.

« Il est essentiel de coopérer au-delà des juridictions nationales pour relever les défis océaniques : érosion, pollution plastique, surpêche... Ratifier l'accord BBNJ d'ici 2025 est crucial ! La Belgique, candidate pour accueillir le secrétariat, s'engage à protéger 30 % de l'océan d'ici 2030. »



PAUL VAN TIGCHELT

Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et de la Mer du Nord, Belgique

MOMENTS MARQUANTS

BLUE AFRICA SUMMIT 2024

ARSENIO DOMINGUEZ
Secrétaire général de l'OMI

Les événements météorologiques extrêmes et l'élévation du niveau de la mer touchent l'Afrique. L'OMI s'engage à décarboner le transport maritime d'ici 2025 via des mesures économiques et des carburants alternatifs. Un centre de coopération technologique maritime au Kenya soutient la transition et protège la planète de la pollution plastique. La coopération est la clef.

« La décarbonation n'est pas que réglementation. L'OMI adopte de nouvelles mesures en 2025, mais c'est la science et les projets concrets, comme le centre au Kenya, qui feront la différence. Protégeons la planète, prévenons la pollution, préservons la biodiversité et réduisons la pollution plastique. »



ARSENIO DOMINGUEZ
Secrétaire général de l'OMI

COOPÉRATION AFRIQUE-EUROPE :

Lancement de la « Feuille de route vers 2030 : co-pilotage du partenariat Afrique-Europe pour l'océan

L'engagement international pour la gouvernance durable des océans s'intensifie. Lors de ce panel dédié aux efforts en matière de négociation internationale sur l'océan, plusieurs experts et représentants institutionnels ont souligné l'importance cruciale de renforcer la coopération globale pour assurer la préservation et une gestion durable des ressources marines.



KESTUTIS SADAUSKAS
co-président du groupe de
stratégie Afrique-Europe



PASCAL LAMY - Président du Forum Mondial de la Mer-Bizerte, Coordinateur des Instituts Jacques Delors
Partager savoirs et pratiques pour un océan durable

L'Europe a autant à apprendre de l'Afrique que l'inverse, soulignant l'importance de partager connaissances et bonnes pratiques, y compris celles issues des traditions africaines, pour progresser ensemble. Intervenant à la fois en tant que représentant européen et figure engagée pour la durabilité, il a insisté sur l'urgence de transformer les engagements en actions concrètes, en combinant protection de l'océan et exploitation raisonnée de ses ressources.



NANCY KARIGITHU - Co-présidente du groupe stratégique Afrique-Europe sur la gouvernance des océans
Relier science et territoires pour protéger l'océan africain

La feuille de route que nous avons développée reconnaît l'importance du partage d'informations et des actions conjointes, visant un engagement plus large pour la gouvernance des océans dans un partenariat Afrique-Europe.

L'Afrique, est au centre de l'océan et elle fait face aux enjeux climatiques. La science doit relier toutes ces échelles, en partageant l'information pour mieux protéger ces zones sensibles face aux phénomènes climatiques et à la pollution, tout en impliquant les acteurs locaux dans une gestion intégrée.



GENEVIÈVE PONS - Directrice générale et vice-présidente de l'Institut Europe Jacques Delors
Miser sur la coopération Afrique-Europe pour des océans durables

La mise en commun des meilleures pratiques africaines et européennes est essentielle. Science, éducation et lutte contre les activités illégales sont cruciales pour préserver la biodiversité marine et terrestre, relever les défis de gouvernance des océans et agir ensemble de manière ambitieuse pour garantir un avenir durable au continent africain.



JOSEPHA SACKO - Commissaire de l'Union africaine à l'Agriculture, au Développement rural,
à l'Économie bleue et à l'Environnement
Engagement de l'Afrique pour la gouvernance des océans

L'Afrique s'engage en faveur d'une gouvernance renforcée des océans, fondée sur la science, la coopération, le renforcement des capacités et l'autonomisation des femmes. En partenariat avec l'Europe, elle construit les moyens pour développer des solutions innovantes, libérer le potentiel de l'économie bleue et garantir un avenir durable et prospère.

CONNAISSANCE DE L'OCÉAN, SCIENCE-TO-POLICY

Ce panel a exploré comment transformer observations, modèles et synthèses scientifiques en actions concrètes pour la gouvernance marine. Réunis à Tanger, experts et institutions ont mis en avant les chaînes de valeur indispensables : observation fiable, synthèse indépendante, outils numériques et science inclusive, capables de dialoguer efficacement avec décideurs et communautés côtières.



Kestutis Sadauskas | Co-président du groupe de stratégie Afrique-Europe
La donnée au service de la gouvernance mondiale des océans

Pour que la gestion marine soit pertinente, il faut des réseaux d'observation solides et accessibles, qui alimentent des outils opérationnels pour la prise de décision. La coordination internationale doit s'appuyer sur ces données de qualité pour appuyer une gouvernance mondiale efficace.



Maxime Lisle | Co-fondateur & co-directeur exécutif Seastemik
L'IPOS : une expertise scientifique au service des politiques publiques

Le lancement prochain de « International Panel for Ocean Sustainability» (IPOS), sera fait lors de l'UNOC en juin 2025. Ce panel scientifique est essentiel, car il démontrera sa capacité à fournir aux gouvernements des rapports synthétiques, basés sur l'ensemble des savoirs et dédié à orienter des politiques publiques intégrées.



Pierre Bahurel | CEO, Mercator Ocean
Les jumeaux numériques : simuler l'océan pour mieux le gérer

Le lancement prochain de l'« International Panel for Ocean Sustainability» (IPOS), lors de l'UNOC en juin 2025. Cet expert a insisté sur l'importance d'un panel scientifique capable de fournir aux gouvernements des rapports synthétiques, basés sur l'ensemble des savoirs et dédié à orienter des politiques publiques intégrées.



Marina Lévy | Directrice de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique, France
Relier science et territoires pour protéger l'océan africain

Imaginez une goutte d'eau qui parcourt la mer pendant cent ans : notre enjeu est de lui rendre, à son retour, des conditions proches de celles de 1950.

Elle a souligné l'importance de l'Afrique, au centre de l'océan, face aux enjeux climatiques. La science doit relier toutes ces échelles, en partageant l'information pour mieux protéger ces zones sensibles face aux phénomènes climatiques et à la pollution, tout en impliquant les acteurs locaux dans une gestion intégrée.



Sami El Iklil | Responsable principal du programme Littoral et Océan
De l'expérience marocaine à l'ambition continentale

Il a souligné l'engagement de sa fondation sur 3500 km de littoral marocain pour une gestion durable, en partenariat avec plusieurs ministères. La vision est d'étendre cette démarche à l'Afrique entière, en bâtissant une gouvernance régionale intégrée, basée sur la science, la réglementation et la sensibilisation des acteurs locaux.



Naima Hammoumi | Experte maritime et océanique, chercheuse associée à l'IRES
Coopération et outils pour une économie bleue responsable

Connaître l'océan est crucial pour une gestion durable, surtout en Afrique où les capacités scientifiques sont faibles. Il nous faut renforcer la coopération et les outils pour mieux protéger la biodiversité et l'environnement marin, afin de bâtir une économie bleue responsable.



Uberta Ufku | Responsable Programmes et Opérations ODD – Bureau du Président, Ghana
Du Ghana à l'Afrique : transformer la stratégie en action

La valeur stratégique de la science pour la santé marine et l'économie bleue en Afrique est primordiale. En lien avec un sommet récent et un partenariat avec la Banque mondiale, le Ghana s'est doté d'un groupe multisectoriel pour faire passer la stratégie en actions concrètes : gestion durable de la pêche, énergie renouvelable, résilience côtière.

NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES SUR L'OCÉAN

Le panel a souligné l'urgence d'une gouvernance durable et d'une planification spatiale marine renforcées, appuyées par un fort développement des capacités scientifiques, surtout en Afrique, pour une participation réelle aux négociations internationales. Les priorités : nexus océan-climat, protection et restauration des écosystèmes, lutte contre la pollution plastique. Les échanges ont aussi insisté sur l'avancée des cadres juridiques (ratification du traité BBNJ, finalisation du traité mondial sur les plastiques) et sur un partage équitable des savoirs et technologies.



Jacob Adiwani | Responsable, IOC/UNESCO Afrique & îles (IOCAFERICA)

Présentation sur les efforts de l'UNESCO

Nous avons plusieurs actions de l'UNESCO pour soutenir les négociations océaniques: élaboration d'un plan de gouvernance durable, planification marine en partenariat avec la Commission européenne, et lancement du programme Sea of Africa pour renforcer les capacités scientifiques, promouvoir la culture océanique et favoriser la coopération internationale afin d'assurer une participation inclusive.



Valérie Verdier | Président-directeur général de l'Institut de recherche pour le développement (IRD)

Priorités de l'IRD : climat, écosystèmes et pollution marine

Les priorités de l'IRD: approfondir le nexus océan-climat, protéger et restaurer les écosystèmes marins, et combattre la pollution marine, notamment plastique. La coopération et le partenariat Afrique-Europe, illustrés par un projet dans le canal du Mozambique fournissant des données aux décideurs et gestionnaires marins.



Patricia Ricard | Présidente de l'Institut océanographique Paul Ricard

Ratifier le traité BBNJ pour protéger la haute mer

Il est urgent de ratifier le traité BBNJ (adopté juin 2023, signé par plus de 104 États en sept. 2023). Il prévoit la création d'aires marines protégées, l'encadrement des études d'impact, la gestion des ressources génétiques et le renforcement des capacités et transfert de technologies, hors mines abyssales et pêches.

PLAN POUR UN OCÉAN DURABLE : 100% ALLIANCE

Le panel a présenté l'Alliance « 100 % » pour une gestion durable des zones maritimes, menée par la France avec des partenaires africains (Ghana, Kenya, Namibie, Seychelles). D'ici la fin de la décennie, toutes les eaux nationales devront avoir un « Sustainable Ocean Plan » (SOP) harmonisé, inclusif et adapté aux écosystèmes. L'alliance fournit appui technique et financier (fonds d'assistance rapide), accès à la COI et Ocean 2030, renforcement des capacités et suivi. Exemples : stratégie littorale française, feuille de route économie bleue des Seychelles et approche intégrée du Ghana. Défis : financement, capacités, communication, appropriation locale, finalisation des traités mondiaux (BBNJ, plastiques) et partage équitable des savoirs et technologies.



Stéphanie Ockenden | Adjointe du Secrétariat, Panel Haut Niveau Océan Durable

Mobiliser science, financements et soutien technique

L'Alliance 100%, portée par la France et des partenaires africains, cette initiative vise la gestion durable à 100% des eaux via des Sustainable Ocean Plans. Elle mobilise la science, les financements, le soutien technique (COI, UNESCO, Ocean 2030), les fonds d'assistance rapide et le renforcement des capacités, et invite tous les États côtiers à rejoindre maintenant.



Dominic Asante Opoku-Manu | Conseiller ODD, Bureau du Président du Ghana

Stratégie maritime et SOP pour un océan durable

Retour sur l'expérience du Ghana: gouvernance océanique évaluée, stratégie maritime intégrée lancée et élaboration d'un SOP impliquant gouvernement, société civile, secteur privé et recherche. Priorités: sécurité maritime et valorisation des richesses marines selon cinq axes (santé, richesse, équité, financement, savoir). Le Ghana vise un plan finalisé d'ici novembre prochain.



Philiianne Ernesta | Secrétaire principale, Ministère de la Pêche et de l'Économie, Seychelles

Économie bleue aux Seychelles : défis et perspectives

L'approche des Seychelles pour une économie bleue se décline de la sorte: feuille de route approuvée en 2018, développement de plans marins et gouvernance multipartite. Les défis majeurs sont : faible sensibilisation, appropriation locale limitée, objectifs divergents entre usagers, capacités et ressources restreintes. Dialogue, renforcement compétences et solutions innovantes sont nécessaires aujourd'hui.

ÉCONOMIE

Le panel a souligné l'importance de l'économie bleue pour le développement durable en Afrique, alliant gestion responsable, innovation technologique et partenariats internationaux. La capacité des ports, la préservation des ressources marines, la diversification économique, l'inclusion sociale et une gouvernance solide sont essentielles pour exploiter le potentiel de l'océan tout en protégeant l'environnement. La coopération, la sensibilisation et la mise en œuvre d'initiatives concrètes restent au cœur de cette transition vers une économie maritime résiliente, équilibrée et équitable, ainsi que de la finalisation des traités mondiaux (BBNJ, plastiques) et du partage équitable des connaissances et technologies.



PASCAL LAMY - Président du Forum Mondial de la Mer-Bizerte, Coordinateur des Instituts Jacques Delors

Il y a une nécessité urgente de financer une économie bleue durable face à une valeur économique de l'océan estimée à 25 000 milliards de dollars, avec seulement 1 % d'investissements actuels. La dégradation des océans menace 40 % de cette valeur, soulignant l'urgence d'une réforme des ressources et des stratégies de financement. J'insiste sur une approche basée sur des initiatives concrètes et terrain, soutenues par un nouveau site de financement à Monaco, permettant de repérer et de soutenir efficacement des projets innovants pour la gestion durable des océans, en mobilisant l'ensemble des acteurs et des réseaux concernés.



Patrice Brehmer | Chercheur, Socio-écosystèmes marins, IRD
Économie bleue en Afrique : durable et inclusive

Nous notons une évolution de l'économie bleue depuis 2017 dans sa dimension durable et inclusive. Il est important d'intégrer tous les Objectifs de Développement Durable (ODD) et de favoriser la gouvernance, la coopération internationale et les stratégies sectorielles pour exploiter l'océan de manière responsable en Afrique.



Gabriella Gonthier | Responsable programmes – Économie bleue, Seychelles
L'aquaculture pour transformer l'économie bleue

Les Seychelles ont ratifié le traité BBJ pour protéger leurs ressources marines. Notre engagement est total pour permettre de diversifier l'économie marine, renforcer la gouvernance, et respecter la biodiversité. La ratification garantit la préservation pour les générations futures, tout en favorisant le développement économique durable du pays.



Masanori kobayashi | Directeur de programme, Fondation Sasakawa pour la Paix
Surpêche, filières et gouvernance

Nous constatons les défis de l'Afrique face à la gestion durable des ressources marines, notamment la surpêche et la transformation des filières. Il est important de renforcer la gouvernance, la transparence et l'accès aux marchés pour que l'Afrique profite réellement de ses richesses marines, tout en protégeant son écosystème.



TIAGO PITTA E CUNHA | Directeur général de la Fondation Oceano Azul
Économie bleue, biodiversité et décarbonisation

L'économie bleue peut être axée sur une démarche de décarbonisation et de préservation de la biodiversité marine. Il est nécessaire de comprendre ses enjeux pour mobiliser finances et innovations technologiques, afin de concilier développement économique, lutte contre le changement climatique et respect des écosystèmes marins.

PORTS

Les ports, véritables baromètres de l'économie, de la politique et de l'environnement, sont au centre des enjeux mondiaux de développement et de durabilité. Face aux défis du gigantisme, de la pollution, et de la gestion des eaux de ballast, ils évoluent vers des modèles plus responsables, axés sur la décarbonation, la résilience climatique, et l'intégration des énergies renouvelables. L'innovation, la connectivité, et le développement inclusif sont essentiels, notamment en Afrique, où la sécurisation des filières portuaires et la valorisation des savoir-faire locaux doivent être renforcés pour bénéficier pleinement de la valeur stratégique de cette activité. La création d'un espace africain commun, inspiré des modèles européens, constitue une voie prometteuse pour garantir une gestion durable, équitable et efficace de l'économie bleue continentale.



Christophe Castaner | Président du conseil de surveillance du port de Marseille-Fos
Ports stratégiques : moteur du développement durable

Les ports reflètent l'état du monde : impacts économiques, politiques et environnementaux. En pleine révolution de la décarbonation, ils deviennent des territoires d'innovation. Investissements massifs comme à Marseille Fos transforment l'industrie portuaire, vers un modèle de transition énergétique et écologique, en redéfinissant les flux et la gestion des marchandises.



Nisrine Louzzi | Directrice de la construction du port Atlantique de Dakhla
Dakhla Atlantique : un hub stratégique de l'économie bleue africaine de Dakhla

Le port de Dakhla Atlantique est stratégique pour l'économie bleue africaine, facilitant le commerce avec l'Europe et les Amériques. Engagé envers le développement durable, il vise à intégrer l'Afrique au marché mondial, à promouvoir les énergies renouvelables, et à créer une croissance inclusive pour les communautés côtières, tout en respectant les normes maritimes internationales.



Sanaa El Amrani | Directrice des ports et du domaine public maritime
Ports marocains : cap sur la durabilité

Le Maroc a lancé une stratégie portuaire ambitieuse intégrant transition verte, efficacité énergétique, décarbonation, résilience climatique, mobilité durable et préservation maritime. La partage des données et des innovations technologiques sont essentiels pour une adaptation collective face aux défis du changement climatique et à la gestion durable du littoral.



Florentine Guihard-Koidiou | Chef du département Relations Clients & Qualité IT, Port d'Abidjan
Impact économique, social et environnemental des ports

Les ports africains, clés économiques, doivent relever des défis environnementaux et sociaux majeurs : gestion des déchets, eaux de ballast, pollution, et inclusion des femmes. Le développement de ports intelligents, la coopération régionale et l'investissement dans la formation et la sensibilisation sont cruciaux pour une croissance durable et équitable.



Mohamed El Jaouadi | Ancien président de l'Association des armateurs du Maroc (ARMA)
Ports et navires, un système indissociable

Les ports et les navires sont indissociables, vecteurs essentiels des échanges mondiaux. Afrique, il est temps de partager cette valeur, moderniser notre flotte, créer une politique maritime commune, et profiter équitablement de cette activité stratégique. Ensemble, innovons pour une gestion durable et une prospérité maritime africaine



MAGALI LINE VICTOIRE THADDEES | Coordinatrice générale du RFPMP-AOC
Leadership féminin pour une gestion durable des océans

Les ports africains, sous-représentant des femmes, font face à de nombreux défis environnementaux et opérationnels. La piraterie, la pollution et la gestion des eaux de ballast menacent leur développement. Il est urgent d'investir dans des politiques durables, partage d'informations et formation pour une gestion portuaire responsable et inclusive.

FINANCE BLEUE

la réunion a porté sur les mécanismes de financement de l'économie bleue, avec des présentations de la Banque mondiale, du Forum économique mondial, de la Fondation Mohammed VI et de l'Agence française de développement. Ces institutions ont présenté leurs stratégies et outils pour mobiliser des ressources financières vers des projets d'économie bleue durable.



Ayman Cherkaoui | Directeur du Centre international Hassan II de formation à l'environnement
Incubation universitaire et hubs innovants pour l'océan



Martin Ochoa | Spécialiste principal, Environnement & Économie bleue (SMNEN)
Instruments financiers pour la finance bleue

Les ports sont des baromètres de l'économie, de la politique et de l'environnement, en pleine révolution de la décarbonation. Investissements massifs, comme à Marseille Fos, transforment l'industrie portuaire vers une transition énergétique, avec des projets innovants pour un modèle plus durable, structurant les flux commerciaux et écologiques.



Cécile Couprie | Directrice régionale de l'AFD
Appui régional et partenariats pour la résilience maritime

L'AFD a financé 4 milliards d'euros pour renforcer les politiques publiques, développer des infrastructures de transition climatique, et promouvoir des zones marines protégées en Afrique. La coopération régionale, l'assistance technique, et les partenariats multilatéraux sont fondamentaux pour encourager une gestion durable et résiliente des océans.



Silvia Guzzin | Cheffe de programme, Ocean Action Agenda, FEM
Vers une finance inclusive et adaptée localement

Silvia Guzzin défend une approche de catalyse financière associant banques multilatérales, philanthropie, finance concessionnelle et partenariats public-privé pour renforcer l'économie bleue en Afrique. Elle met en avant l'innovation, l'évaluation d'impact et le soutien aux start-ups (incubateur, ~50 projets) pour mobiliser capitaux et solutions adaptées localement. Objectif : combler le déficit de financement tout en assurant durabilité et inclusion.

Quand la Finance Rencontre l'Océan



Diversifie et développe
les économies



Protège les communautés
contre **le changement climatique**



Crée un tourisme
océanique
Durable



Renforce la
santé marine



Aide à réduire
les émissions de carbone



Améliore les moyens de
subsistance
et crée **des emplois**

PROTECTION ET RÉSILIENCE

Le panel a insisté sur l'importance de renforcer la protection et la résilience des villes côtières face aux menaces que sont l'érosion, la pollution, la surpêche et le changement climatique. La coalition des collectivités littorales, portée par Nice, vise à partager les bonnes pratiques, appuyer les politiques locales et mobiliser des financements publics, privés et philanthropiques. Les interventions de représentants d'Afrique, notamment de Yoff, Moroni et Yvonne Moyu, ont illustré les défis concrets tels que le manque de données, la nécessité de sensibilisation et l'urgence d'un appui technique et financier. Tous ont souligné que la coopération internationale, la mobilisation communautaire, la recherche et la protection de la biodiversité sont essentielles pour un développement durable de l'économie bleue et pour transformer les décisions internationales en actions adaptées à chaque territoire.



L'Afrique, avec sa croissance démographique forte et ses zones côtières, joue un rôle crucial dans la résilience mondiale face au changement climatique. La création d'une coalition de collectivités littorales offre une opportunité unique de partager bonnes pratiques, renforcer la coopération et mobiliser des financements pour préserver la santé de l'océan et soutenir l'économie bleue.

AGNES RAMPAL - Adjoint au maire & vice-président
Métropole Nice Côte d'Azur, Affaires Euro-Méditerranéennes



Seydina Issa Laye Samb | Maire de Yoff

Érosion, pollution et pêche illicite : un quotidien alarmant

Nous vivons une réelle urgence localement : érosion, pollution, pêche illicite, infrastructures vétustes et absence de chambres froides. Nous manquons de données et d'actions de sensibilisation, il est plus que nécessaire que la coalition élève la voix des communes pour obtenir un soutien technique, des financements et des solutions adaptées et durables.



Abdul Fatar Saïd Mohamed | Maire de Moroni

Urbanisation, industrialisation et pollution : enjeux clés

En tant que capitale insulaire vulnérable, Moroni s'engage avec la Grande Muraille Bleue à préserver ses écosystèmes marins, restaurer la mangrove, lutter contre la pollution plastique et développer une économie bleue durable. La solidarité internationale est essentielle pour financer ces initiatives, protéger nos littoraux et assurer un avenir résilient face aux défis environnementaux et économiques.



Théophile Bongarts Lebbe | Cheffe du programme Adaptation Côtière, Océan & Climat

Villes en action face à la montée des eaux

Les villes sont prêtes à agir contre la montée des eaux et la dégradation des côtes. Leur forte motivation et le long parcours d'adaptation sont à noter. La plateforme accompagne plus de 250 acteurs, favorise le partage d'expériences et insiste sur la nécessité d'unir efforts politiques, scientifiques et financiers pour une résilience durable.



Cyrille Barnerias | Directeur Relations Europe & International, OFB

Vers le Congrès mondial des AMP 2027

Avec 17 % d'aires marines protégées en Afrique, un progrès est réalisé, mais il reste encore du chemin à parcourir pour atteindre les objectifs de 30 % d'ici 2030. Protéger les écosystèmes, soutenir les populations locales, et organiser le Congrès mondial des aires marines en Afrique en 2027 sont des défis essentiels pour renforcer la résilience et la durabilité des océans.



Bouchta El Moumni | President of Abdelmalek Saadi University

Le Maroc un pilier de la protection des océans en Afrique

La région Tanger Tétouan Al-Houssima, entre Atlantique et Méditerranée, joue un rôle stratégique pour la protection des océans. Avec l'université Abdelmalek Saadi, la recherche marine et la formation renforcent la résilience face aux enjeux climatiques. La coopération régionale et internationale, notamment via un futur institut africain, est essentielle pour préserver la vie sous-marine.



Yvonne Moyu' Tagne | Directrice générale, Africa Blue Strategies Corporation International

Blue Woman Africa : sensibilisation et action

La protection de l'océan nécessite une communication stratégique, une sensibilisation dès l'école et l'inclusion des communautés vulnérables, comme les pêcheurs et femmes recyclant. La mobilisation des villes côtières, leur engagement, et la coopération internationale, notamment à Nice en 2025, sont essentielles pour une économie bleue durable et résiliente en Afrique.



Jérôme Noël Petit | Manager principal, France/Méditerranée

Zones protégées : clé de la biodiversité marine

La Méditerranée, zone unique en biodiversité, reste très sous-protégée face au changement climatique, à la surexploitation et à la pollution. Il est urgent d'accélérer la mise en œuvre de 30 % de zones protégées, d'interdire le chalutage destructeur, et d'établir des sanctuaires comme Pélagos, pour préserver ses écosystèmes vulnérables.



SOCIÉTÉ CIVILE, PROJETS INNOVANTS

Le panel a exploré des solutions innovantes pour une économie bleue durable, soulignant le rôle clé de la société civile. Les intervenants ont présenté des initiatives variées (aquaculture intelligente, énergie marine, gestion des déchets), insistant sur la collaboration, l'innovation technologique, et les modèles circulaires. Défis (coûts, financements) et potentiel de l'Afrique ont été évoqués. Le panel a appelé à renforcer la collaboration pour un avenir respectueux des océans.



Neila Benzina | Ceo Wimbee

Data, IA et transformation digitale pour un océan durable

L'innovation dans les technologies de la donnée et l'intelligence artificielle offre un potentiel immense pour transformer notre approche de l'économie bleue et de la protection de l'environnement. C'est en misant sur ces avancées et en mobilisant la société civile que nous pourrons bâtir un avenir durable pour nos océans.

Neila Benzina, entrepreneure spécialisée dans la data, l'intelligence artificielle, et la transformation digitale, a animé le panel en soulignant l'importance de la société civile et des projets innovants pour l'économie bleue. Elle a partagé sa vision sur l'impact crucial des nouvelles technologies dans la résolution des défis environnementaux et la promotion d'un développement durable. Son rôle de modératrice a permis de cadrer les discussions et de mettre en perspective les différentes initiatives présentées.



Deborah Falope | Fondatrice AquaTrack

Optimiser la production pour une pisciculture durable

Deborah Falope a présenté Aqua Shark, une plateforme innovante qui utilise l'intelligence artificielle pour améliorer l'industrie de l'aquaculture. L'objectif est d'offrir aux cultivateurs des informations précises pour optimiser leur production et favoriser une pisciculture durable. Aqua Shark ambitionne de devenir un acteur majeur dans le domaine de l'aquaculture en exploitant le potentiel des données et des technologies modernes.



Mohamed Taha El Ouaryachi | Directeur général et cofondateur, ATAREC

Énergie marine : relever les défis et réduire le CO2

Mohamed Taha El Ouaryachi a souligné l'urgence d'agir face aux défis énergétiques marins, en particulier en explorant le potentiel de l'énergie marine. Il a insisté sur la nécessité de débloquer l'auto-résilience de l'océan, de réduire les émissions de CO2 et de développer des solutions commercialisables pour l'énergie de la houle, s'appuyant sur des partenariats avec des acteurs tels que le port de Tanger Med.



Richmond Kennedy Quarcoo | Fondateur / Directeur exécutive de PlasticPunch

Affronter la triple crise planétaire au Ghana

Richmond Kennedy Quarcoo a présenté les efforts de PlasticPunch au Ghana pour gérer les déchets plastiques, sensibiliser la population à travers des programmes éducatifs, et collaborer avec les supermarchés pour réduire l'usage du plastique. L'objectif est de faire face à la triple crise planétaire en réduisant la pollution plastique et en promouvant des pratiques durables au sein des communautés.



Danford Mkunda | Directeur R&D, Coastal BioTech

Solutions innovantes pour sécurité alimentaire et environnement

Danford Mkunda a exposé comment Coastal Biotech utilise les bio ressources marines pour décarboniser l'agriculture, réduire l'utilisation de fertilisants chimiques, et lutter contre les zones mortes dans les océans. L'entreprise vise à résoudre les problèmes d'insécurité alimentaire tout en protégeant l'environnement marin, grâce à des solutions innovantes basées sur la biotechnologie marine.



Mohammed Adnane Ouzzine | Docteur en droit et sciences politiques – Université Mohammed V, Rabat

Solutions innovantes pour sécurité alimentaire et environnement

Mohammed Adnane Ouzzine a plaidé pour la création d'une compagnie maritime marocaine axée sur l'hydrogène vert, en accord avec les objectifs de décarbonisation et la protection du milieu marin. Il a souligné le potentiel du Maroc en matière de production d'hydrogène vert et l'importance d'une stratégie maritime ambitieuse pour répondre aux défis environnementaux.



Camilla Floros | Cheffe programme marin, Oceans Without Borders
Restauration des récifs coralliens et tourisme durable

Camilla Floros a partagé les efforts de son organisation pour la préservation de l'écosystème marin à travers une collaboration avec la communauté locale et les ONG sur une île en Tanzanie. L'accent est mis sur la restauration des récifs coralliens, la sensibilisation au tourisme durable, et la promotion d'un modèle de développement qui bénéficie aux populations locales tout en protégeant l'environnement marin.



Asma Benslimane | Présidente WIMAFRICA & WISTA-Maroc, membre Blue Women Africa
Réduire l'impact environnemental des activités portuaires

Asma Benslimane a mis en évidence les initiatives du port Tanger Med en matière de protection des océans, avec une feuille de route vers la neutralité carbone, des investissements dans les énergies renouvelables, et des efforts pour l'économie circulaire. Le port se positionne comme un acteur clé dans la promotion d'un développement durable et la réduction de son impact environnemental.



Marwen Mokdad | Manager et fondateur, POLYCHAETA by Tunisia Baits
Valoriser les déchets aquacoles pour une alimentation durable

Marwen Mokdad a expliqué comment Tunisia Baits produit des vers marins en utilisant les déchets organiques des fermes aquacoles, réduisant ainsi la pollution et repeuplant les stocks naturels. Cette approche circulaire permet de valoriser les déchets aquacoles tout en offrant une solution durable pour l'alimentation des poissons.



Giulia Antidormi | Responsable Relations publiques – Zone Méditerranée, SDG4MED
SDG : observatoire des ODD pour la Méditerranée

Giulia Antidormi a présenté le rôle de SDG en tant qu'observatoire des objectifs de développement durable pour la Méditerranée et les océans. L'ONG travaille avec les municipalités pour mettre en œuvre des solutions concrètes pour la restauration des eaux, la prévention de la pollution, et la promotion d'un développement durable à l'échelle locale.



Imed Hamdi | Head of Growth, Kumulus Water
Innovation technologique pour l'eau durable

Imed Hamdi a présenté Kumulus Water, une entreprise qui produit de l'eau potable à partir de l'air grâce à une technologie innovante. Cette solution permet de réduire la consommation de bouteilles en plastique, de diminuer l'empreinte carbone, et d'offrir un accès à l'eau potable dans les zones où les ressources hydriques sont limitées.



Vincent Doumeizel | Conseiller principal & Directeur Programme Alimentaire, UN Global Compact / Lloyd's Register Foundation
Le plancton, pilier de la santé de la planète

Vincent Doumeizel a annoncé le lancement du manifeste pour le plancton, une initiative visant à sensibiliser sur le rôle fondamental du plancton pour la santé de la planète et l'avenir de l'humanité. Le manifeste appelle à une meilleure compréhension et protection de cet écosystème essentiel



SETTING SAILS

De l'horizon à l'horizon : quand la voile inspire la science



Eric Machu | Biogéochimiste marin, Chercheur IRD, affecté à l'INRH de Tanger

Renforcer la recherche océanographique en Afrique

Eric Machu, chercheur, a insisté sur la nécessité d'un engagement national et régional fort en Afrique pour la recherche océanographique. Il a souligné le manque de financements, la difficulté à soutenir la recherche fondamentale et le besoin de renforcer les capacités locales pour les études d'impact. Il a illustré ses propos avec l'exemple de la sardinelle au Sénégal, dont la consommation locale a chuté de moitié entre 2009 et 2018.



Richard Brisius | Directeur Ocean Race

The Ocean Race : créer un lien émotionnel avec l'océan

Richard Brisius, président de The Ocean Race, a souligné l'importance de créer un lien émotionnel entre les gens et l'océan. Il a montré comment la course peut promouvoir des valeurs positives et inspirer à protéger les océans, tout en travaillant sur les droits sociaux et une déclaration universelle des droits de l'océan. Une vidéo a illustré les actions menées : collecte de données sur la pollution plastique et sensibilisation de milliers d'écoliers.

La protection, c'est la liberté



Lamya Essemhlali | Présidente de Sea Shepherd France

Restaurer l'harmonie entre l'homme et la mer

L'océan, lien vital entre l'humanité et la nature, nécessite notre engagement urgent. La sensibilisation, la protection de la biodiversité marine, et la restauration de l'harmonie entre l'homme et la mer sont essentiels. Ensemble, avec passion et imagination, nous devons préserver cet héritage exceptionnel pour assurer un avenir durable.

Du Levant au soleil levant



Atsushi Sunami | Président, Fondation Sasakawa pour la Paix

Économie bleue au cœur de la coopération Japon-Afrique

L'économie bleue sera enfin au cœur de la prochaine conférence de Tokyo, renforçant la coopération Japon-Afrique autour de la pêche, du tourisme et de l'innovation technologique; le pavillon océanique d'Osaka illustrera ces solutions, créant des liens entre événements mondiaux et philanthropie pour accélérer des projets concrets et partager savoirs durables.



Tatiana Antonelli Abella | Fondatrice et directrice de Goumbook

Initiative MENA : connecter et valoriser les océans

L'initiative MENA vise à rendre visibles les océans du Moyen-Orient et d'Afrique en brisant les silos entre acteurs; elle favorise le partage de données, de bonnes pratiques et la création d'un réseau de femmes universitaires et scientifiques, en partenariat avec la Sorbonne Abu Dhabi, pour renforcer la coopération internationale.



CONVENTION DE JEDDAH

La convention de Jeddah du 14 février 1982 pour la protection de l'environnement de la mer Rouge et du Golfe d'Aden : l'innovation dans la tradition

Adoptée à jeddah (Arabie Saoudite), le 14 février 1982



CONVENTION NAIROBI

Convention de nairobi amendée pour la Protection, la Gestion et la Mise en Valeur du Milieu Marin et Côtier de la Région de l'Océan Indien Occidental

Adoptée à Nairobi (Kenya) le 31 Mars 2010



CONVENTION DE BARCELONE

Convention pour la protection de la Méditerranée contre la pollution, adoptée sous l'égide du PNUE dans le cadre du Plan d'action pour la Méditerranée (PAM)

Adoptée à Barcelone (Espagne), le 16 février 1976
Révisée le 10 juin 1995



CONVENTION DE ABIDJAN

Convention relative à la coopération en matière de protection et de mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Adoptée à Abidjan (Côte d'Ivoire), le 23 mars 1981



DÉCLARATION DE BIZERTE

La Déclaration de Bizerte pour la promotion de la coopération régionale et de la gouvernance transparente en faveur d'une économie bleue durable

Adoptée à Bizerte (Tunisie), le 12 Septembre 2025



DÉCLARATION DE YAOUNDÉ

Déclaration pour promouvoir la coopération régionale et la gouvernance transparente pour une économie bleue durable dans le golfe de Guinée

Adoptée à Yaoundé (Cameroun), le 10 juillet 2025



Intervenants Blue africa summit 2025



Rym
Benzina



Pascal
Lamy



Abdeljalil
Lahjomri



Zakia
Driouch



Emelia
Arthur



Pierre
Bahurel



Nancy
Karigithu



Carole
Martinez



Marina
Lévy



Miaretsoa
Longondraza



Walaa Gad
El-Karim



Peter
Thomson



Charlina
Vitcheva



Olivier
poivre d'arvor



Geneviève
Pons



Miguel
Bernal



Driss
Tazi



Paul de
Bruyn



Ysaac Chavely
Mbile Nguema



Valérie
Verdier



Marieme
Bekaye



Jean Louis Coffi
Moulot Moïse



Abdelaziz
Sibaouaïh



Tatiana
Antonelli



Cynthia
Barzuna



John Nyemah
Natt Jr



Gabriella
Gonthier



Ayivi Ernest
Tindo



Salma
Kabbaj



Alassane
Sarr



Patricia
Ricard



Ashok
Adicéam



Carmen Do
Sacramento Neto



Claire
Jolly



Robin
Degron



Koffigan
Agbatı



Tamaryn
Morris



Lilian
Diarra



Fedra
Francocci



Mohamed
Najih



Hamid
Halim



Bouchta
El Moumni



Marine
Herrmann



Gil
Mahé



Suchana Apple
Chavanich



Azza
Jiddou



Edoh
Komla



Alexis
Aquereburu



Jean Baptiste
Harelmana



Zefi
Dimadama



Khouloud
Kahime



Amel Hamza
Chaffai



Faustine
Sinzogan



Martin
Ndende



Cécile
Couprise



Alessadra
Sensi



Samuel
Megwa



André
Julien Koutou



Jean-
Renaud Bikoe



David
Willima



Nicole
du Plessis



Demetrio
Bocuma Mene



Willy Mbusisi
Heukoua



Joseph
Magloire Olinga



Ibrahim Ali
Mohamed



Mariette
Degan



Ayivi Ernest
Tindo



Sylvie Laure
SIBE



Florentine
Guihard-Koidio



Cécile Mawe
Mouembre



Hamadi Baba
Hamadi



Éric
Lafontaine



Raphael
Danglade



Aly
Aoubeck



Mamadou
Sidibe



Lionel
Ondoa



Mouchtadi Badi
Bamdou



Laurent
Ahongbonon



Jade
Velonjara



Mohamed
KOÏTA



Jean-Paul
Wong Mpondo



Caroline Mawandji
Masala



Kaoutar
Merbouh



Aristide
Takoukam kamila



Maximin
Djondo



Asmaa
Benslimane



Yassine
El Aroussi



Abdelmalek
Alaoui



Omar
Akkouri



Béatrice
Gerez



Eric Le
Quéré



Chantal Ngoie
Mbwese



Abdellah
Laouina



Jeanine M.
Cooper



John Nyemah
Natt Jr



Naima
Hamoumi



Hassan
Agouzoul



Sekula
Robson



Henry-Serge
Kemgang



Louise
Soppi

Produit et réalisé par



© 2025